No 29 — Du 27 avril au 11 mai

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 876

1er MAI



Sortir de l'impasse C'EST POSSIBLE !

Abonnez vous

à la presse marxiste-léniniste





«Prolétariat n'est pas une revue «pour une revue» qu'on range sagement dans un rayonnage ou une bibliothèque apres l'avoir lue, c'est une arme supplémentaire pour le combat des communistes marxistes-léninistes de France»(Jacques Jurquet)

Écrivez, passez vos commandes exclusivement à
PROLÉTARIAT
BP 320
13213 Marseille – Cedex 31

Paiement à l'ordre de «Prolétariat». Le No : 14 F.
(A la commande pour moins de 3 exemplaires)
Abonnement un an : 52 F
Abonnement de soutien : 80 F
Pour les militants de la région parisienne, passez au local des expéditions de l'Humanité rouge.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Tarifs d'abonnements de la Faucille, voir page 21



QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

ET BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . Prénom : . . . .
Rue : . . . . Commune : . . . .
Code Postal : . . . .



COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :
L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Politique intérieure

International

Informations générales

Histoire

La France des luttes

Culturel

Manifestation du 1er mai à Paris
10 h 30 – République
A l'appel du PCMLF, du PCRml
et d'autres organisations

Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 276 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 2e trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brun.., Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Noubeau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria, Nicole Margerie, Guy Landvain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Le Parlement européen, un point de clivage entre les partis bourgeois

Le 7 avril, lors du sommet des neuf pays de la Communauté économique européenne (CEE) à Copenhague, il a été décidé que le Parlement européen serait élu entre les 7 et 10 juin 1979.

Le clivage entre partis bourgeois ne se situe pas entre la droite et la gauche, mais entre PCF-RPR qui sont contre l'Union européenne et PS-giscardiens qui sont pour. Ce qui montre bien que les contradictions, tant au sein de la majorité que de l'opposition, ne se situent pas dans le seul domaine de la politique intérieure.

La question de l'Europe est un problème-clé, tant par ses répercussions sur le plan national que face aux visées expansionnistes du social-impérialisme russe qui rivalise pour l'hégémonie mondiale avec l'impérialisme américain.

Pourquoi l'UDF (la coalition giscardienne) et le Parti socialiste ont-ils le vent en poupe sur cette question ?

Giscard ne renonce nullement à son ambition de gouverner avec le PS, à sa politique dite d'ouverture. Or, précisément, l'Europe est une des bases sur lesquelles ils peuvent parfaitement s'entendre. Cette entente, non seulement serait crédible, mais trouverait des prolongements dans d'autres pays, avec Schmidt notamment.

Les rapports de force

Tous les leaders de la bourgeoisie voient avant tout leurs propres intérêts. Aussi le rapport de forces entre eux, au niveau européen, joue-t-il un rôle important dans leurs prises de position.

La social-démocratie joue un rôle dominant en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Danemark et un rôle non-négligeable dans les autres pays, sauf l'Italie. Elle peut donc jouer un rôle très important dans cette instance. Mitterrand ne risque pas d'être isolé.

C'est un peu la même situation pour la coalition giscardienne, cousine germaine de la Démocratie chrétienne. En juillet 1976, a été créé le « Parti populaire européen » auquel appartiennent – outre les « centristes » de Lecanuet – douze partis démocrates-chrétiens d'Europe.

Voilà qui ne peut guère plaire à Chirac, car on ne peut pas dire qu'au sein des « Neuf » ceux qui se réclament du gaullisme soient légion !

Quant aux partis révisionnistes, ils n'ont que très peu d'influence dans sept des neuf pays de la CEE. En Italie, où ils sont les plus nombreux, ils sont cul et chemise avec la Démocratie chrétienne !

Voilà qui ne peut guère satisfaire les ambitions des dirigeants du PCF qui vont se sentir un peu seuls !

Serge LAFORGE

Un espace judiciaire européen

Le sommet de Copenhague a remis au premier plan la question de l'*« espace judiciaire »*, c'est-à-dire de faire adopter un plan européen de répression au nom de *« la lutte antiterroriste »*. Sous le couvert de la *« défense de la démocratie »* (qui n'est qu'une forme de la dictature bourgeoise, l'autre étant le fascisme), c'est en fait le mouvement ouvrier qui est visé en premier, mais plus largement également tout mouvement démocratique : l'extradition de Klaus Croissant et les menaces qui pèsent encore sur Bellavita en sont un exemple.

La prétendue défense de la démocratie vise en fait à criminaliser les actions politiques en les transformant en délit de droit commun.



Au sommet de Copenhague, le 8 avril, Giscard s'entretient avec Callaghan et Schmidt.

Des difficultés monétaires

Pour la droite, l'unité européenne a pour but essentiel d'assurer ce qu'elle appelle la prospérité des Européens, c'est-à-dire les profits des monopoles et autres gros capitalistes.

C'est, par exemple, le plan « anti-crise » sur l'acier qui se traduit par des milliers de licenciements dans plusieurs pays européens. Pour assurer sa prospérité, la bourgeoisie européenne rencontre un obstacle de taille : le laisser-faire économique et surtout monétaire de Washington.

Mais les fluctuations du dollar et ses répercussions sur les monnaies européennes constituent en contre-partie un catalyseur pour commencer une ébauche d'union monétaire, un front face à la monnaie américaine. C'est pour trouver une hypothétique stabilité monétaire en Europe que les chefs d'Etat et de gouvernement vont se réunir de nouveau au début juillet à Brême, en Allemagne. Tout ceci n'étant qu'un prologue à la conférence des grands pays industrialisés qui se tiendra à Bonn les 16 et 17 juillet prochains.

1er Mai :

Une seule perspective

La lutte classe contre classe

Le Premier ministre, Raymond Barre, a présenté, ces jours-ci, le programme d'action du gouvernement. Comme pour Schmidt en Allemagne, ou Callaghan en Grande-Bretagne, toutes les mesures prises ont toujours pour toile de fond, invariablement, la crise mondiale du système capitaliste. Ils ne peuvent que rester dans le cadre étroit du maintien à tout prix d'un système injuste, d'une société pourrie, exclusivement au service des riches.

Le gouvernement Barre cherche à mettre en pratique ce que Giscard appelle « l'ouverture ». Ce qui veut dire, tenir compte du fait que la bourgeoisie de gauche, tout en ayant échoué aux élections, canalise encore le profond courant, les aspirations au changement d'une grande partie de la population et surtout de l'écrasante majorité des travailleurs.

Mais c'est aussi un signe des temps que cette prétendue gauche se retrouve plus divisée que jamais au lendemain des élections. Son échec en mars 1978 (après ceux de 1973 et 1974), c'est l'échec de toute une stratégie : la soi-disant possibilité d'un passage pacifique au socialisme. C'est sur cette stratégie que les dirigeants du PCF ont tout misé depuis de nombreuses années. Les illusions se sont écroulées comme un château de cartes, laissant complètement désemparés des centaines de milliers de travailleurs.

Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui, alors que les dirigeants révisionnistes et réformistes ont bradé les luttes pour les élections, on assiste à un certain reflux momentané dans les luttes ouvrières, faute de perspectives.

L'échec d'une stratégie, ce n'est pas un accident de parcours, ou comme essaient de le faire croire certains *« une mauvaise application de la ligne du 22e congrès »*. C'est tout à fait consciemment que les dirigeants du PCF, comme dans le monde entier les dirigeants de tous les partis révisionnistes non au pouvoir, ont développé un programme politique bourgeois et mené les travailleurs dans l'impasse. Ils se sont attachés à renier tous les principes marxistes-léninistes. Marchais déclare qu'il n'a *« pas de stratégie de rechange »*.

La presse bourgeoise braque ses feux sur les positions d'Ellenstein et son entourage, similaires à celles de Berlinguer ou de Carrillo. C'est bien parce que non seulement de tels individus ne les gênent nullement, mais bien aussi pour cacher la question de fond : le PCF est-il un authentique parti communiste ?

Pour les travailleurs, la conscience que cette fausse gauche ne peut les conduire à la victoire, a grandi ces derniers temps, c'est la pratique qui tranche.

La seule perspective, de plus en plus crédible, c'est celle de la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste. C'est la voie réaffirmée avec force par le Parti communiste marxiste-léniniste de France lors de son troisième congrès. Ce n'est pas faire des promesses, mais faire en sorte que la classe ouvrière et les autres travailleurs prennent en main leurs propres affaires, indépendamment des partis bourgeois de droite ou de « gauche ».

Cette voie est incarnée par la lutte exemplaire des travailleurs immigrés des foyers-prisons Sonacotra. C'est celle de la récente lutte victorieuse pour le retour de Saïd Smihi, ce travailleur marocain qui avait été expulsé. C'est celle de la lutte contre le profit capitaliste incarnée récemment par la marée noire en Bretagne : les pollueurs doivent payer ! C'est celle aussi contre les tortures infligées à Heide, une jeune allemande, ou dans le commissariat de Corbeil contre des jeunes ; et d'autres encore.

Aussi, en ce 1er Mai, est-il nécessaire que *toutes* les forces qui s'opposent – sous des formes diverses – à la bourgeoisie de droite et de gauche, manifestent ensemble, au coude à coude.

Par ailleurs, le peuple palestinien continue à lutter opiniâtrement pour retrouver sa patrie, les peuples d'Afrique australe avancent à grands pas vers leur libération, les peuples chinois, cambodgien... avancent à grands pas dans l'édification d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et remportent chaque jour de nouvelles victoires.

Dans les colonies françaises, appelés DOM-TOM en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe de l'Ouest et de l'Est et au cœur même des deux grandes citadelles impérialistes (URSS-USA) les peuples se dressent avec toujours plus de force contre leurs oppresseurs.

La classe ouvrière, le peuple de France ne sont pas seuls dans la lutte. Ils font partie de cette immense chaine des opprimés et ils se doivent d'être aux côtés de ceux qui souffrent et luttent de par le monde, de manifester leur soutien internationaliste comme ils reçoivent le soutien des autres peuples.

Oui, c'est tout cela aussi le 1er mai : une journée internationale de lutte des travailleurs !

Claude LEBRUN

L'ouverture de Barre

Tout entière au service du patronat

Deux mois environ après les élections législatives des 12 et 19 mars, on pourrait parfois avoir l'impression que le pays est entré dans le petit ron-ron de la politique traditionnelle. Barre présente son programme de gouvernement à l'Assemblée, il est, bien sûr, accepté sans problème. La polémique entre les dirigeants du PCF et ceux du PS prend une allure de croisière. Aucune grande lutte des travailleurs ne semble défrayer la chronique bourgeoise.

Mais ce n'est qu'une apparence. Ici ou là, lentement et à l'écart, des feux de la rampe, quelque chose est en train de changer.

Philippe LECLERQ.

Au lendemain du 19 mars, beaucoup d'électeurs travailleurs se sont dits : *« On vient d'en reprendre pour cinq ans »*. Quelque temps après, en effet, le même Giscard rappelait le même Barre qui définissait en gros la même politique.

C'est dans la morosité et la routine que, bientôt, les députés de droite votaient pour la confiance au nouveau gouvernement Barre, tandis que, dans la même morosité, les députés de gauche votaient contre.

Barre reste évidemment fidèle à sa politique d'austérité pour le monde du travail et pourtant un pas est franchi.

Cela faisait déjà quelques mois que Ceyrac, au nom des grands monopoles, appelait le gouvernement à revenir sur sa politique d'austérité, au profit d'une politique de relance. Toutefois, les monopoles n'avaient pas à se plaindre, au contraire : malgré les paroles austères, ils avaient les crédits nécessaires et les profits augmentaient.

Ils voulaient plus : l'accalmie apparente d'après les élections a donné à Barre les moyens de les satisfaire. Dans son discours au Parlement, il a parlé de relance : *« La recherche de la croissance la plus élevée possible »*, il a décidé la liberté des prix *« progressive, mais irréversible »*.

La politique économique de Barre est toute entière au service des monopoles, cela n'est pas nouveau. Les grands trusts auront tous les moyens de profiter de la restructuration de l'économie : *« La concurrence intérieure et internationale doit être désormais la loi fondamentale de notre activité économique »*.

Qui profitera de cette concurrence ? Les plus forts, cela fait partie de la loi du capitalisme. Ceyrac en sourit d'aise. Même les promesses électorales faites aux petits patrons sont tombées à l'eau... Toutes les entreprises jugées non-rentables ou non-concurrentielles devront se reconvertir ou mourir.

La seule chose nouvelle dans ce programme du troisième gouvernement Barre, c'est le cynisme avec lequel cela est dit, publiquement, dans un pays qui comporte un million et demi de chômeurs. Car la modernisation ou la fermeture d'entreprises plus petites ou moins bien placées sur le marché, c'est forcément une politique de licenciements.

De plus, l'augmentation des salaires sera aussi limitée que possible, clairement inférieure au coût de la vie : *« Ralentissement de la progression des revenus, tout en assurant le maintien du pouvoir d'achat des Français »*.

D'une part, les prix sont libres (leur augmentation devient une politique ouverte et sans fard), la restructuration battra son plein et les salaires baisseront... mais sans porter atteinte au pouvoir d'achat ! De qui se moque-t-on ?

Ceyrac, satisfait, sort de l'Élysée.



6 semaines après les élections

Politique intérieure

Face à ce gouvernement dont nous ne voulons pas



Les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire.

Dans les hôpitaux, les écoles normales, sur les chantiers de réparation navale, dans le Nord, dans d'autres endroits aussi, des luttes se déroulent. C'est un fait. Mais on ne peut que constater aussi que cette période post-électorale n'est pas une période de grandes grèves de la classe ouvrière.

Les chiffres ont montré que beaucoup de travailleurs avaient, en mars, placé leurs espoirs de changement dans un gouvernement de gauche. Dès cette époque toutefois, à côté de cette espérance, il y avait déjà une certaine désillusion : toute la campagne électorale était basée sur des thèmes trop peu mobilisateurs, le projet de gauche n'apparaissait que comme un projet légèrement plus social que celui de Barre, on disait : *« Au moins, ce ne sera pas pire »*. De plus la gauche étalait ses divisions.

Aujourd'hui il règne un certain désenchantement, une révolte même chez beaucoup : *« Ils nous ont monté un bateau ! »*. *« Ils »* ce sont les marchands de promesses, les Mitterrand et Marchais.

L'heure est dès lors à la réflexion. Que fallait-il faire ? Qui fallait-il croire ?

Toutefois il y a de nombreux petits faits qui viennent changer cette image peut-être un peu pessimiste. Les militants de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, qui dès avant le premier tour, avaient mis en garde contre les illusions de gauche sont aujourd'hui encore écoutés avec attention. Leur influence dépasse très largement le petit nombre de voix obtenu. L'élection municipale d'Orléans a même montré que l'audience de l'UOPDP s'est agrandie aussi en nombre de voix.

La Bretagne a donné quant à elle, une image qui rompait nettement avec la grisaille post-électorale. Avant le second tour des élections, au lendemain du naufrage de l'Amoco-Cadix, les partis de gauche appellaient à voter pour le Programme commun comme seule solution à tous les problèmes, y compris celui de la marée noire.

Or, déjà, quand les dirigeants de gauche disaient *« nationalisation des pétroliers »*, une partie des manifestants répondaient goguenards : *« nationalisation de la marée noire aussi, pendant que tu y es »*.

Après les élections, les divisions de la gauche éclataient au grand jour une fois de plus avec une violence rare : de Programme commun il n'était plus question. C'est alors que l'on vit se lever des milliers de personnes, marins, travailleurs des industries, jeunes, qui prenaient eux-mêmes l'initiative de la lutte, et refusaient les états-major de gauche et leurs paroles aussi vides que ronflantes.

Le scandale de la marée de l'Amoco Cadix était trop énorme, la responsabilité du gouvernement trop nette et les blocages que mettait la gauche à la mobilisation étaient si évidents que *« ça éclatait »* !

Il reste clair aux yeux de la France entière qu'en cette période post-électorale comme en toute autre, le peuple, les travailleurs, les jeunes ne sont pas décidés à se laisser faire : la révolte couve.

Pendant ce temps la gauche règle ses comptes

Dès le soir même du 19 mars, les contradictions éclataient au sein de l'Union de la gauche que l'on avait raccommodée de façon grotesque par la poignée de mains du 13 mars.

Puis, peu à peu, un phénomène relativement nouveau prenait le devant de la scène : les discussions au sein du PCF comme à l'extérieur de ce parti devenaient une réalité indéniable même par le Comité central.

L'enjeu de ces discussions pour la direction (*ou les directions* pourrait-on dire), du PCF est de procéder à quelques aménagements dans le cadre de la même stratégie. Le « *pas de stratégie de rechange* » de Marchais, reste la vérité. Il faut maintenant adapter le 22e congrès, pour faire avaler l'échec, donner une apparence de débat, puis essayer de repartir dans le même sens. C'est un peu la fuite en avant. Ellenstein, historien bourgeois du PCF, est le prototype même de cette attitude.

Mais au niveau des militants de base du PCF, la question se pose autrement. Tant de temps passé pour une campagne électorale qui se solde par un échec, tant de questions refoulées au fond de soi-même, quand le comité central allait de revirement en revirement sans explication aucune, tout cela explose aujourd'hui.

Et pour ces militants de base, les discussions sans fin sur le véritable sens du 22e congrès ne donnent aucune réponse crédible. Pourquoi des collègues de travail ont-ils voté à droite ? Pourquoi d'autres ont-ils voté pour le PS et pas pour le PCF ? Pourquoi le PCF a-t-il perdu des voix dans les quartiers les plus populaires de Paris et de sa banlieue ? Telle est la question posée.

Ce n'est pas la polémique stérile avec Mitterrand, ce n'est pas l'accord grotesque et bâclé du 13 mars, ce ne sont pas les discours répétés sur le SMIC et « *faire payer les riches* », qui ont su mobiliser l'électorat des travailleurs, qui pourtant veulent que ça change et que ça change vraiment. Cette contestation anime les discussions en cellule.

C'est une constatation qui sera très riche si ces camarades vont jusqu'au bout de leur contestation : quand un parti, le PCF, ne propose qu'un programme bourgeois un peu agrémenté de quelques promesses démagogiques, non seulement il ne peut mobiliser les travailleurs, mais encore et surtout cela confirme que ce parti est devenu lui-même un parti bourgeois.

Cette idée fait peu à peu son chemin et dans certains endroits, des militants du PCF rendent leur carte et rejoignent les communistes marxistes-léninistes de France.

A l'heure du bilan, dans une cellule du PCF.



Marée noire

Le visage de la colère

Très large, la mobilisation populaire contre la marée noire, ses effets et ses responsables a connu parfois des heurts violents. A Brest, sur la côte polluée, on n'avait pas vu une telle colère depuis de longues années.

Les responsables ont été rapidement nommés : les compagnies pétrolières et les pavillons de complaisance, le gouvernement aussi. Comment expliquer un tel phénomène si ce n'est par la loi du profit maximum, loi fondamentale du système capitaliste.

Comment dans ces conditions s'associer au nettoyage bénévole des plages ? Les premiers à refuser cette « solidarité nationale » ont été les marins-pêcheurs. Pourtant les premiers touchés, ils ont refusés de porter la responsabilité de ce naufrage et donc de travailler à en diminuer les dégâts. Même les bénévoles s'en sont vite rendus compte.

Aux compagnies pétrolières de nettoyer. Beaucoup se rendirent compte aussi de l'inutilité du nettoyage : le mal était fait et la plus grande partie du mazout se mélangeait à l'eau. Là était la véritable perte, et contre cela, les pelles et les seaux de Polmar-Bellemare-canulard ne pouvaient rien.

Les partis de gauche se montrèrent plus actifs dans la dénonciation verbale de la marée noire avant le 19 mars qu'après : que proposer, une fois l'échec des législatives ? Le Programme commun ? Il n'existe plus.

On vit même alors le Parti socialiste ne pas s'associer à certaines manifestations. Les premiers à descendre dans rue furent les goémoniers et les marins pêcheurs, avec leur section CFDT, les étudiants, les lycéens et les écologistes. Les militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France et de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France étaient dans les premiers rangs, aux premières heures.

Les pollueurs doivent payer

Aujourd'hui que la pollution a de nouveau gagné les côtes bretonnes, à l'heure de cette seconde marée noire que les vents ont ramené vers les plages, les revendications des travailleurs de la mer sont plus que jamais à l'ordre du jour : indemnisation par les compagnies pétrolières, mesures administratives pour éviter un nouveau désastre, liaison avec la lutte contre les centrales nucléaires.

La CFDT des marins-pêcheurs est décidée à mener à sa manière la lutte pour l'indépendance du préjudice immédiat subi par les pêcheurs : arrêt du travail, matériel détruit... et aussi pour l'indemnisation du préjudice total par les compagnies pétrolières.

Mais la victoire ne pourra venir que d'une mobilisation populaire large et profonde, beaucoup en sont conscients. Qu'on se souvienne des manifestations continuant à sillonner les rues de Brest après la dislocation officielle de la manifestation, les affrontements avec un appareil policier tel que Brest n'en avait jamais vu depuis longtemps. Les grenades lacrymogènes et offensives explosaient en pleine rue. Les manifestants ne reculaient pas.

C'était là la preuve d'une révolte spontanée très profonde. C'est en s'appuyant sur ce sentiment que se fera l'unité de tous ceux qui, aujourd'hui revendiquent que « les pollueurs doivent payer ».

Ph. L.



De nombreux bénévoles rejoignent les comités anti-marée noire.

Manifestation à Brest le 1er avril.

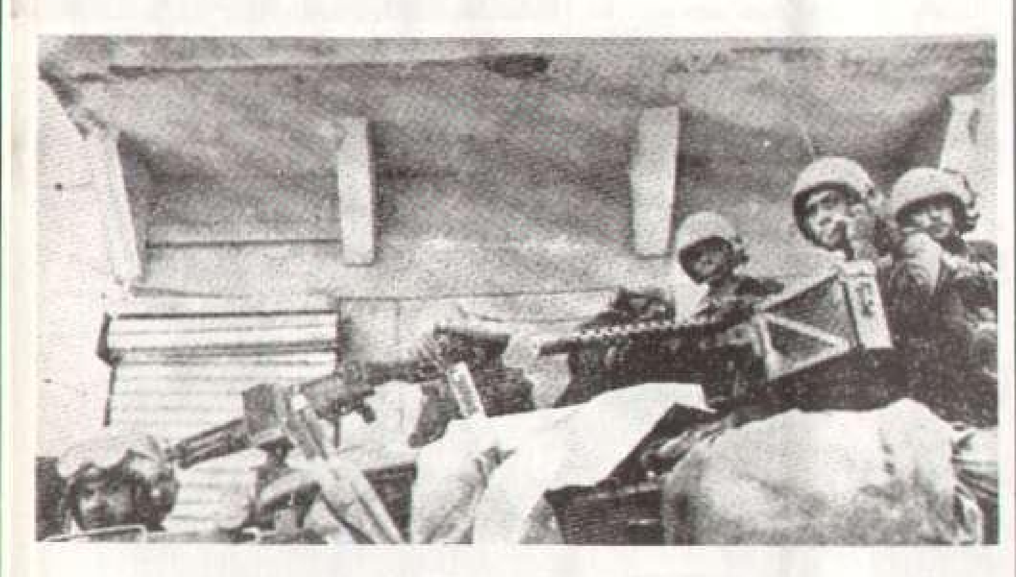


Moyen Orient

Une situation de plus en plus difficile pour Israël

La situation politique au Proche-Orient reste tendue du fait de l'obstination des troupes d'agression sionistes à s'accrocher aux positions qu'elles occupent au Sud-Liban.

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, qui vient d'entreprendre une série de visites au Proche-Orient a reçu un accueil très froid à Tel-Aviv. Il a en effet réaffirmé très clairement que l'objet de la présence des troupes de l'ONU au Sud-Liban consistait à accélérer le départ des troupes sionistes et rien d'autre, conformément à la résolution 425 de l'assemblée générale de l'ONU. Begin ne l'entend pas de cette oreille et s'obstine à vouloir faire jouer aux Casques bleus le rôle de gendarmes anti-palestiniens, interdisant à la Résistance palestinienne toute présence et toute activité au Sud-Liban.



Les sionistes de plus en plus isolés.

Isolé sur la scène internationale, Begin a dû consentir à un nouveau retrait de ses troupes qui s'étagera entre le 30 avril et le 5 mai. Mais ce retrait ne sera toujours pas global. A cette date, 65 % seulement du territoire libanais occupé par Israël aura été évacué. Begin s'accroche toujours à son plan de « *ceinture de sécurité* » à la frontière libano-israélienne, et a déjà annoncé que six troupes se maintiendraient sur une frange allant jusqu'à 10 km de profondeur à l'intérieur du territoire libanais. Il poursuit ainsi un double objectif : maintenir son occupation du sol libanais, et son plan d'extermination de la Résistance palestinienne et faire croire qu'Israël, dans cette affaire n'est pas l'agresseur mais l'agressé.

L'isolement des sionistes

Cette situation est pourtant de plus en plus difficile pour Israël. Ces complicités qu'il rencontre au sein des phalangistes libanais et de leurs milices, se heurtent aussi à de multiples difficultés. La démission récente du gouvernement libanais a été provoquée par le refus des autorités libanaises d'accepter un débat parlementaire remettant en question l'accord du Caire de 1969 qui réglemente la présence et l'activité palestinienne du Liban, débat souhaité par les phalangistes et les conservateurs libanais. Des incidents armés ont opposé de plus en plus souvent les forces arabes de dissuasion, stationnées au Liban depuis la fin de la guerre civile, et où la Syrie joue un rôle prépondérant, aux milices phalangistes et conservatrices. Le chef de file du Parti conservateur Chamour, a ainsi été obligé d'interdire à ses troupes, sous peine de mort, le port d'armes et de treillis en public.

La position des extrémistes de droite libanais a été rendue encore plus difficile par la position du Fath, le principal mouvement de résistance palestinien, réaffirmant son désir de collaborer avec les forces de l'ONU et neutralisant une centaine d'éléments palestiniens opposés à cette politique.

L'isolement des sionistes a été encore confirmé par les déclarations récentes du général norvégien Odd Bull, vice-président de l' « Institut des études stratégiques pour la paix du Proche-Orient » qui a déclaré récemment à l'AFP :

« La paix est aujourd'hui plus éloignée, à la suite du refus déclaré d'Israël de se retirer des territoires arabes qu'il a occupés en 1967, et principalement de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza »

« Si les parties concernées au conflit du Proche-Orient, veulent réellement aboutir à un règlement définitif et à une paix durable, il faut qu'elles s'attaquent directement au problème palestinien qui constitue le fond et la raison réelle du conflit. Pour cela, il est impératif qu'elles prennent en considération l'avis des Palestiniens, les premiers concernés dans l'affaire. »

Iran

L'explosion de la colère populaire

Depuis le début de l'année, l'Iran est secoué par de grandes luttes populaires. Tabriz, la deuxième ville du pays en fut le terrain privilégié. Depuis 28 ans, le pays n'avait pas connu une telle explosion de colère, les émeutes qui ont eu lieu à Tabriz le 18 février ont été le sommet d'un nouvel essor des luttes démarré quelques mois plus tôt. Leur origine est toujours la même : toutes ont toujours été dirigées contre la politique fasciste du Shah qui maintient dans la misère et sous une répression atroce le peuple iranien.

Le début de l'offensive populaire contre le régime revient aux habitants de la périphérie de Téhéran qui se sont mobilisés pour avoir le droit au logement. Après une lutte âpre, les 1 200 000 habitants obtenaient satisfaction. Ils ont baptisé un de leurs quartiers : « *Zour-Abad* » qui signifie « quartier conquis par la force ».

Une victoire qui a marqué le début d'une grande offensive, le recul de la réaction. Le mois d'octobre fut marqué par une série de manifestations à l'université de Téhéran, à Ghom et à Rey. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Quelques jours plus tard, à Chiraz, la police tirait sur les manifestants.

A Téhéran

Le 15 novembre, les étudiants décident d'occuper l'université. Le lendemain, ils partent en manifestation dans les rues de la ville et sont alors attaqués par des bandes armées en civil : soixante-dix personnes sont tuées.

Suite à cette répression sanglante, la quasi-totalité des universités et écoles techniques du pays sont en grève, les commerçants de Téhéran ferment leurs boutiques, les grèves ouvrières se développent.

En janvier, une nouvelle vague de luttes contre la répression a lieu à Ghom ; pendant trois jours, des milliers d'étudiants s'affrontent aux forces de répression. Le 9 janvier est particulièrement sanglant : plus d'une centaine de morts !

Les personnalités religieuses progressistes appellent alors à une journée

Le peuple iranien en lutte contre la misère...

Un grave crise économique sévit actuellement en Iran qui peu à peu livre son économie aux pays capitalistes et particulièrement aux USA. L'agriculture est livrée aux capitaux étrangers. La majeure partie de la nourriture (viande, blé, riz) est importée. L'exode rural a pris ces derniers temps une ampleur considérable.

A la ville, c'est une importante crise du logement. De sanglants affrontements ont opposé le peuple au gouvernement qui ne veut pas construire de nouveaux logements. La pénurie d'eau et d'électricité touche des centaines de milliers de personnes. La hausse vertigineuse des prix, l'inflation à 25 % selon les chiffres officiels aggravent considérablement les conditions de vie du peuple.

A côté de cela, le Shah et tout son entourage construisent des palais somptueux comme en témoignent ceux de Merle et de Merh-Afarin, ils organisent des festivités du genre des fêtes organisées à l'occasion du 25e anniversaire de la monarchie persane, étalant un luxe inégalé face à un peuple qui n'a même pas de quoi se loger décemment.

... Contre la répression

Le gouvernement fasciste est champion dans ce domaine. Actuellement, ce sont 100 000 prisonniers politiques qui sont enfermés dans les prisons du Shah. Emprisonnements massifs mais aussi tortures : tels sont les crimes commis par le Shah sans compter les nombreuses personnes tuées lors des manifestations. Malgré cela, les prisonniers politiques s'organisent. Le 11 mars, ils étaient plusieurs centaines à entamer une grève de la faim pour exiger la révision des procès conduits par les tribunaux militaires, l'amélioration des conditions de détention et le droit à l'information. Après quarante-deux jours, ils ont remporté la victoire et ont donc arrêté leur grève.

Une lutte anti-impérialiste

L'impérialisme américain soutient ce régime fasciste en prenant de plus en plus d'influence dans l'économie et aussi dans la politique iraniennes. Carter, qui se présente comme le défenseur de droits de l'homme dans le monde, est prêt à sacrifier cette image de marque qu'il essaye de se fabriquer quand il s'agit des intérêts des monopoles qu'il défend. C'est pour ces raisons que la lutte du peuple iranien revêt aussi un caractère anti-impérialiste comme en témoignent les mots d'ordre criés lors des manifestations.



Les manifestants du soulèvement populaire à Tabriz le 18 février.

de deuil et de commémoration quarante jours après ces événements comme il est coutume dans la religion islamique. Quarante jours plus tard, c'était le 18 février à Tabriz.

Le 18 février à Tabriz

Durant ces quarante jours, le peuple se prépare. Des slogans appelant à la grève générale apparaissent sur les murs, les bus, les postes téléphoniques. Des tracts sont diffusés, on fabrique des cocktails molotov et parfois, ça va plus loin : la veille, un car de l'armée transportant des armes est pris d'assaut.

Le 18 février, c'est une journée de grève massive : l'université est totalement paralysée, les boutiques sont fermées et de nombreux ouvriers quittent leur travail pour venir à la manifestation. A 10 h, 15 000 personnes sont rassemblées devant la mosquée. La police impressionnante est prête. Un flic tire deux coups de fusil, deux manifestants tombent. La foule le rattrape et le lynche. La manifestation se transforme alors en émeute. Dans les différents points de la ville, des cortèges de manifestants se forment. La ville est devenue un véritable champ de bataille. Des désertions et des désobéissances de soldats se produisent. Un sous-officier tue son supérieur qui s'apprête à tirer sur la foule.

Tous les bâtiments qui représentent le pouvoir sont pris d'assaut : 175 bâtiments d'administration et gouvernementaux, les banques sont détruites ou incendiées. Le siège du Parti unique Rastâkhiz, fasciste, est attaqué par 10 000 personnes qui sont là pour y mettre le feu. La ville est aux mains des insurgés.

Très vite, le gouvernement organise la répression, la gendarmerie et l'armée viennent à l'aide de la police ; hélicoptères et tanks sont là prêts à foncer sur la foule. Combien de morts? Probablement 300.

L'État donne comme chiffre officiel six morts. Les blessés, eux, se comptent aussi par centaines. Serrés dans des hôpitaux, ils subissent déjà les interrogatoires de la police.

C'est la première fois depuis 28 ans qu'un tel soulèvement se produit et que le peuple contrôle la ville pendant plus d'une journée malgré les charges des forces répressives.

Tout n'est pas fini

Mais tout n'était pas fini ; le peuple, malgré la sanglante répression, n'a pas baissé les bras. Quarante jours après, les luttes et manifestations reprennent. Cette fois, ce sont plus de quinze villes qui sont le terrain de batailles, que ce soit à Téhéran, Yazd, Abadeh, Abadan, etc.

Les manifestants envahissent les locaux gouvernementaux ou ceux du parti fasciste. Du 26 mars au 6 avril, pas un seul jour ne s'est déroulé sans émeute populaire ici ou là. Comme toujours, le gouvernement fasciste répond par des assassinats. Là, c'est près d'une centaine de manifestants qui sont morts.

La réalité aujourd'hui en Iran, c'est un peuple qui lutte et qui subit l'oppression d'un gouvernement qui tue. Manifester en Iran, c'est risquer la mort ou la prison. Pourtant, ils sont toujours plus nombreux à se mobiliser.

Évelyne LE GUEN

*Il y aurait eu par la suite 90 policiers exécutés par le gouvernement pour refus d'obéissance.

Une «libéralisation» qui passe par des milliers d'assassinats

Quelques jours après la fin des émeutes du mois d'avril, le Shah faisait part de ses intentions de libéralisation du régime lors d'une interview au « Sunday Times ». Il nous apprend que son programme de libéralisation aurait commencé il y a deux ans afin, explique-t-il, *« d'assurer la transition entre mon règne et celui de mon fils, c'est-à-dire la pleine participation des citoyens à la marche du gouvernement et de l'administration ».*

Une libéralisation qui passe par des centaines de personnes tuées par la police, c'est peu crédible mais il est vrai qu'officiellement, il n'y a eu que six morts à Tabriz. Et de toute façon, pour lui, cette répression ne compte pas dans la mesure où, selon lui, les émeutes auraient été le fait d'une *« minorité d'extrémistes »*... **Voir article ci-contre.**

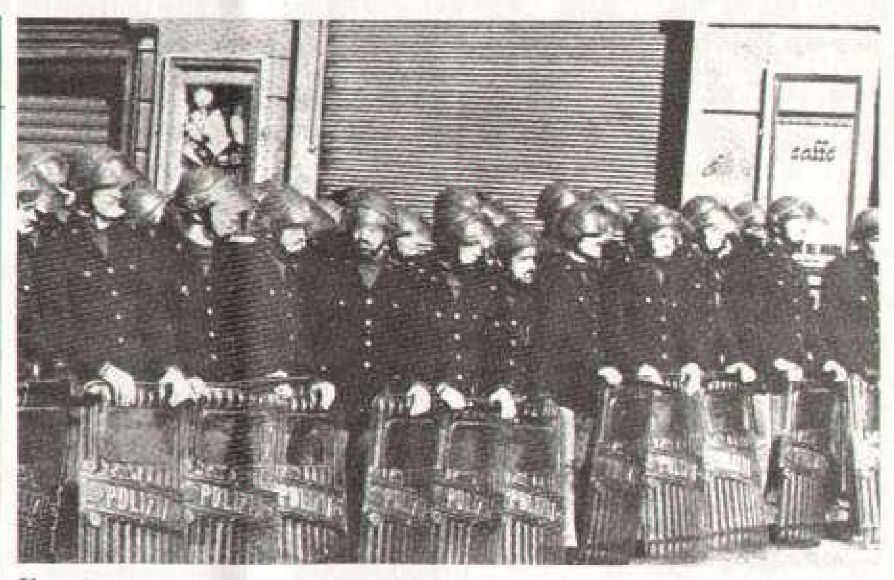
Italie

Une législation d'exception dirigée contre le peuple

Le problème du terrorisme est loin d'être un problème nouveau. Depuis que la classe ouvrière est entrée en lutte contre le capitalisme, il s'est trouvé des gens pour penser qu'une bombe ou un enlèvement pouvait être une solution pour faire aboutir la lutte, ou du moins, pour en accélérer le processus, pour penser qu'en tuant un tsar on tuait le tsarisme et qu'en enlevant un président, on mettait à bas un État bourgeois. Niant la possibilité de la classe ouvrière dans son ensemble à renverser l'exploitation, les terroristes prétendent se substituer à elle. Cette position, il nous faut plus que jamais la combattre et réaffirmer que seule l'action consciente des masses organisées pourra changer le monde. Pour cela, nous aurions pu citer Lénine, Staline ou Mao, leurs dénonciations de l'action individuelle ne manquent pas, nous avons préféré étudier de près l'exemple pour voir à qui profite, en définitive, ce type d'actions.

Il serait faux de dire aujourd'hui qu'en Italie, les Brigades rouges ne disposent d'aucun soutien de masse. L'échec relatif de la grève *« anti-terroriste »* lancée par le PCI au lendemain de l'enlèvement de Moro l'a démontré, particulièrement à l'usine Fiat de Turin, le « Boulogne-Billancourt » italien. Toute une partie de la jeunesse italienne, révoltée par l'exploitation et écœurée par le révisionnisme, perdue sans perspectives de lutte voit en eux une solution pas pire que les autres. *« Eux, au moins, ils font quelque chose ».*

Peut-on pour autant dire que l'enlèvement de Moro est en quoi que ce soit une action de masse ? Absolument pas. Préparer et exécuter de manière individuelle, assimilant l'État bourgeois à son personnel, cette action terroriste n'a non seulement pas fait avancer d'un pas la lutte de classe en Italie mais encore elle s'est retournée, par ses conséquences directes et indirectes contre la classe ouvrière.



Une répression accrue contre le peuple.

« L'union nationale »

A peine connu l'enlèvement d'Aldo Moro, on a assisté à un événement extraordinaire. Dans un pays où la bourgeoisie se débattait dans une crise politique depuis 30 ans, déchirée par ses luttes internes déconsidérée par les scandales politiques et financiers, alors que les deux grands géants de la politique italienne, la DC et le PCI se trouvaient face à face, avec chacun son projet de gestion du système capitaliste, en moins de huit jours, on a assisté à une unification sans précédent de toutes les forces de la bourgeoisie, unification mue par la peur mais unification réelle. Il est bien difficile aujourd'hui de distinguer un discours du PCI d'un discours de la DC, si ce n'est dans le ton, le PCI restant plus ferme, mais pour dire la même chose. Au niveau syndical, même phénomène, la CGIL (CGT italienne) a officiellement relégué au second plan les revendications ouvrières devant la nécessité de *« L'Union sacrée »*. En Italie aujourd'hui, on ne peut plus faire grève sans être un terroriste, on ne peut plus, non plus, manifester : *« Ceux qui descendent dans la rue doivent savoir qu'ils sont les alliés du « Parti armé ». Ils doivent être conscients de leurs responsabilités. »* a récemment déclaré Berlinguer.

La répression

En Italie, aujourd'hui, on n'a surtout plus le droit d'être révolutionnaire et de le dire. Le sceptre du *« Parti armé »* brandi conjointement par Berlinguer et la droite, a permis l'adoption de toute une législation d'exception ouvertement dirigée contre toute personne qui ose s'élever contre la sacro-sainte *« Constitution »*. Et être révolutionnaire, c'est précisément vouloir renverser l'ordre bourgeois et sa constitution. Cette législation, de la législation des écoutes téléphoniques à l'arrestation légale de nuit, au domicile et sans mandat, est une arme que la bourgeoisie n'hésitera jamais à utiliser contre la classe ouvrière en lutte. Elle a d'ailleurs déjà commencé en arrêtant des dizaines de militants révolutionnaires dont il était évident qu'ils n'avaient rien à voir avec les Brigades rouges, mais l'occasion était trop belle. Et surtout que l'on n'aille pas penser que, quand l'affaire Moro sera terminée, quand les Brigades rouges ne seront plus qu'un souvenir, ces lois d'exception disparaitront avec elles. Cela ne s'est jamais vu.

Serge FOREST

La corne de l'Afrique

Les forces cubaines et soviétiques contre le peuple d'Erythrée

Après une brève accalmie consécutive à la fin des combats en Ogaden, suite au retrait des troupes somaliennes, la corne de l'Afrique revient au premier plan de l'activité internationale. Les menaces éthiopiennes se font de plus en plus précises sur la frontière somalienne et surtout, au nord de l'Ethiopie se prépare une grande offensive menée conjointement par les forces éthiopiennes, cubaines et soviétiques contre les fronts de libération de l'Erythrée, le FLE et le FPLE.

Cette offensive, les fronts l'attendent. Ils savaient qu'elle ne pourrait avoir lieu tant que l'Ethiopie et la Somalie étaient en conflit ouvert, mais qu'aussitot après, les troupes éthiopiennes, fortes de la présence et de l'aide matérielle soviéto-cubaine lanceraient une grande attaque qui, cette fois-ci déciderait du sort du peuple érythréen : la victoire ou le génocide. Devant le danger, les deux fronts, le FLE et le FPLE, ont resserré plus fort qu'ils ne l'avaient jamais fait leur union, créant un commandement militaire commun.

Sur le terrain, le problème est simple : forts du soutien total de la population et appliquant une stratégie de guerre populaire, les fronts ont libéré 90 % du pays, toute la campagne. On peut vraiment dire qu'ils y évoluent *« comme des poissons dans l'eau »*, contrôlant tous les axes routiers et rendant pratiquement nulle l'action des MIG 23 soviétiques auxquels il ne reste plus qu'à s'acharner sur les populations civiles, en écrasant sous le napalm, les villages des zones libérées. Il reste en fait deux villes sous le contrôle éthiopien : Massawa, le port. Là, le mois dernier, des navires de guerre soviétiques ont dû bombarder pendant plusieurs jours la côte pour desserrer un peu l'étreinte. C'est pourtant la capitale, Asmara, qui est l'enjeu de la lutte la plus ardue, aujourd'hui.

Sa prise signifierait probablement la proclamation de l'État érythréen. Cela fait plus d'un an qu'Asmara est assiégée, ravitaillée uniquement par air. A la garnison éthiopienne complètement démoralisée, et dans laquelle ne se comptaient plus les désertions, a succédé une nouvelle garnison : quelques troupes fraîches éthiopiennes, bien sûr, mais surtout 3 500 Cubains et 600 Soviétiques, ces derniers assurant l'entretien et le pilotage des MIG d'après les révélations d'un officier de l'air éthiopien récemment réfugié au Soudan. Après plusieurs tentatives infructueuses pour briser l'encerclement, notamment en mars dernier, ces troupes en sont réduites à une attitude défensive et à attendre le déclenchement de la *« grande offensive »* dont on parle tant à Addis-Abeba.

La bataille d'Asmara

« Entre le 14 et le 16 mars 1978, l'Armée populaire de libération de l'Erythrée affrontant de durs combats autour d'Asmara, une force de plus de 10 000 agresseurs éthiopiens.

Les troupes d'agression, dont l'objectif était de briser l'encerclement d'Asmara par l'APLE et de détruire les villages environnants, étaient appuyées par plusieurs bombardiers Mig 21, Mig 23 et F 5 ainsi que par vingt chars T 54 et de l'artillerie lourde.

Ce fut un échec lamentable pour eux. L'APLE les mit en déroute sans aucune pitié dans les durs combats qui suivirent. Laissant derrière eux 1 500 morts et beaucoup plus encore de blessés et de prisonniers, les troupes d'agression se replièrent sur leurs bases, à Asmara.

Des vingt chars engagés, trois tombèrent intacts entre les mains de l'APLE et six autres furent détruits. L'APLE prit également une grande quantité d'armes, légères et lourdes, à l'agresseur éthiopien à la fois par les Russes et les Américains (...). Les troupes cubaines et soviétiques ne retourneront pas la situation. Ce qui est décisif dans une lutte comme la lutte érythréenne, c'est la volonté de combattre, la détermination et la combativité révolutionnaire d'un peuple luttant pour son indépendance et sa libération, ce n'est pas les armes et les troupes mercenaires. »

(Extrait du journal d'une association d'étudiants érythréens proche du FPLE.
Traduction HRI)

« Les troupes erythreennes avec un tank capture aux Soviétiques ».



L'Erythrée, une nation coincée entre le Soudan et l'Ethiopie

L'Erythrée est une nation coincée entre le Soudan et l'Ethiopie, le long de la mer Rouge : c'est un pays de 119 000 km2 (trois fois la Belgique) avec 1 000 km de côtes sur la mer Rouge permettant de contrôler le passage de la Méditerranée à l'océan Indien, par Suez. L'Érythrée, c'est aussi un peuple de trois millions d'hommes et de femmes, composé à 80 % de paysans extrêmement pauvres et qui lutte depuis plus d'un demi-siècle, et plus particulièrement depuis vingt ans, pour son indépendance.

C'est à la fin du 19e siècle que l'Érythrée, jusque là dépendante, est colonisée par les Italiens, et c'est de là que, cinquante ans plus tard, en 1935, les troupes de Mussolini partent à la conquête de l'Éthiopie. En 1941, après la défaite italienne, les Britanniques réinstallent le Négus Haïlé Sélassié sur le trône éthiopien et occupent l'Érythrée qui déjà à l'époque, est une formidable place stratégique sur l'échiquier international de l'impérialisme.



90 % du territoire erythréen est déjà libéré.

En 1950, et contre l'avis d'une commission internationale d'enquête, l'ONU, alors largement sous le contrôle des Américains, donne un mandat de tutelle sur l'Érythrée à l'empire éthiopien. En retour, le Négus offre aux USA la possibilité d'installer de grandes bases militaires, en particulier à Massawa, le grand port érythréen. En 1962, dix ans plus tard, le Négus transformait purement et simplement cette tutelle en annexion et l'Érythrée devenait la 12e province de l'Éthiopie.

La résistance contre cette occupation s'organise cependant et, en 1960, se crée le Front de Libération de l'Érythrée qui entame aussitôt la lutte armée. Malgré la répression féroce du Négus – 3 à 400 000 morts et un demi-million d'Érythréens qui ont dû se réfugier au Soudan – le Front se renforce jusque dans les années 1970. En 1970, à la suite de contradictions internes, le Front éclate en FLE et FPLE. Les luttes entre ces deux mouvements font subir un certain recul à la révolution érythréenne. En 1975, à la suite d'une offensive lancée par l'Éthiopie, les fronts cessent leur lutte interne pour se présenter unis face à l'ennemi. Cette offensive, comme toutes celles qui suivront, d'ailleurs, est un sanglant échec.

Entre-temps, en 1974, le régime féodal d'Haïle Sélassié est renversé par le peuple éthiopien et le régime militaire qui s'installe au pouvoir présente alors des aspects progressistes incontestables. Cette situation fait alors naître de grands espoirs, quant à la possibilité d'un réglement pacifique du problème érythréen. Ce réglement n'aboutit cependant pas et devient impossible lorsque les Soviétiques installent leur emprise sur le gouvernement éthiopien, le DERG.

Le jeu de Moscou, vis-à-vis de la révolution érythréenne est d'ailleurs digne des plus grandes manœuvres de l'impérialisme. Il y a peu de temps encore, Moscou, et surtout son alliée Cuba, soutenaient la révolution érythréenne qui était alors qualifiée de « grande force progressiste ». Il faut dire, qu'à l'époque, un certain nombre de révolutionnaires érythréens n'y voyaient pas très clair sur la véritable nature de l'« aide soviétique ». Aujourd'hui, Moscou estime que les « séparatistes érythréens ne sont pas, à proprement parler, un mouvement de libération nationale ».

Il faut dire, qu'entre-temps, profitant de la faiblesse d'un régime qu'ils avaient eux-même contribuer à saper, les Soviétiques ont réussi à s'installer en Éthiopie, alors, vous comprenez... Et du même coup, les révolutionnaires d'hier deviennent les « bandits » d'aujourd'hui. Et ces bandits, il faut les mettre au pas. Alors on ne lésine pas : les troupes cubaines et soviétiques sont déjà sur place, elles viennent de servir en Ogaden...

Là, cependant, on risque d'assister à un autre scénario : 90 % du territoire érythréen est déjà libéré et c'est à une véritable guerre d'un peuple en armes depuis vingt ans que vont s'affronter les troupes soviéto-cubaines. Seules les plus grandes villes du pays, Asmara, la capitale, et Massawa, le port, restent aux mains des Éthiopiens, et 3 500 Cubains sont actuellement encerclés dans Asmara.

L'Érythrée, ce pourrait bien être le Vietnam de Moscou.

Serge FOREST

Témoignage

Les camps de concentration en Argentine

Un réfugié argentin nous a envoyé la correspondance suivante sur la situation des familles de détenus et des prisonniers dans son pays.

Il y a trois façons d'être emprisonnés en Argentine. Tout d'abord, en application d'un jugement, ensuite sans jugement, et enfin, être porté disparu.

Des camps de concentration nombreux

Il y a une grande quantité de disparus en Argentine. Le gouvernement dit qu'il n'est pas responsable de leur disparition et qu'il ne connait pas le lieu où ils se trouvent actuellement. Cela est bien sûr un mensonge. Ce que nous connaissons des lieux où se trouvent les disparus permet de dire que ce sont des locaux militaires qui servent de camps de concentration. Dans la province de Cordoba, il y a trois de ces camps, dont l'un est connu et se nomme la Calera. On ne connait pas précisément la situation des deux autres. A l'intérieur, dans la province de Mendoza, il y a les camps d'Uspallata, de Plumerillo et d'Esquel. A Buenos Aires, il y a le camp du régiment No 1 de Palermo et celui de l'Ecole de mécanique de la Marine.

Tout le monde connait l'existence de camps de concentration dans le pays.

Parmi les méthodes utilisées, entre autres, dans ces camps, outre les tortures physiques, on y pratique les tortures morales comme celle-ci : le matin à 6 h, les militaires entrent, armés, dans les locaux des disparus, leur passent la cagoule sur la tête et tirent des coups de feu en l'air (ce que ne savent pas les « disparus ») pour les effrayer. Mais ceux-ci ont pris l'habitude de se compter ensuite pour savoir s'il y a eu des victimes. Ceci se répète trois ou quatre fois dans la journée.

Les familles ne peuvent rien savoir

Le gouvernement ne veut rien dire aux familles qui viennent demander où se trouvent leurs parents disparus. Si elles ont une indication, le représentant du gouvernement leur dit toujours qu'elle est fausse. La réponse habituelle du régime aux familles est que le disparu a quitté l'Argentine pour passer dans la clandestinité. Il propose aux familles de leur donner un « certificat de mort » et de leur verser avec cela une pension.

De plus en plus de familles ne peuvent plus voyager jusqu'à Buenos Aires pour aller demander où sont leur mari, leur fils etc. Ils s'adressent à la Croix rouge qui leur fournit la nourriture pour le voyage. Les familles des disparus se sont organisées et font des collectes pour payer ces voyages.

D'autre part, il est de plus en plus difficile de rendre visite aux prisonniers. Il faut attendre trois à quatre heures pour voir le parent emprisonné. Quelquefois, après une longue attente, le directeur renvoie les visiteurs sans qu'ils aient pu le voir – ceci dans le but de décourager familles et prisonniers –

Des parents de disparus euxmêmes disparaissent de plus en plus. Nous avons appris la disparition de plusieurs mères de prisonniers politiques. Ceci correspond à un accroissement de la répression en relation avec la proximité du Mundial. Le gouvernement dit vouloir en finir avec la subversion. Les mères qui viennent demander des nouvelles de leurs enfants, les femmes qui viennent s'enquérir de leur mari sont dangereuses pour le gouvernement qui a peur qu'elles ne parlent avec les visiteurs à l'occasion du Mundial. Donc il les fait aussi disparaître. Ces disparitions avaient lieu, auparavant, occasionnellement mais actuellement c'est quotidiennement que cela se passe.

Les prisonniers les plus connus sont isolés dans des cellules d'un mètre sur un mètre où ils ne peuvent ni s'allonger, ni se tenir debout. On les frappe à coup de matraque en caoutchouc qui ne laissent apparemmen aucune trace mais qui provoquent des lésions internes. Quand la famille demande pourquoi ces « punitions » leur sont infligées, on leur répond qu'ils ont fait quelque chose de mal. On connait des cas de familles convoquées par le directeur pour rendre visite à leur parent prisonnier un jour où peu de visiteurs viennent à la prison. Puis ils disparaissent eux-aussi.

Le désir de se débarrasser des militaires grandit de plus en plus

Il existe, en principe, la possibilité de sortir de prison pour ceux qui n'ont pas été jugés et de sortir du pays. Mais il faut des conditions. La première formalité qui doit être remplie est l'obtention d'un visa du pays d'accueil. Or, tous les pays qui disent défendre les droits de l'homme comme la France, les Etats-Unis, l'Italie n'accordent pas de visa sans lequel on reste indéfiniment emprisonné. (puisqu'aucun jugement n'a fixé la durée de l'emprisonnement). Certaines personnes sont jugées par les lois militaires et le minimum infligé est dix ans de réclusion.

La répression touche très largement tout le peuple et non pas quelques petits « groupes armés » comme le prétend le gouvernement.

Mais toute cette répression, toutes ces tortures renforcent le désir du peuple de se débarrasser des militaires. Les prisonniers eux-mêmes conservent le moral et résistent en général. La répression des grévistes n'empêche pas les grèves de se développer.



9e congrès de la fédération syndicale mondiale

Accentuation des contradictions

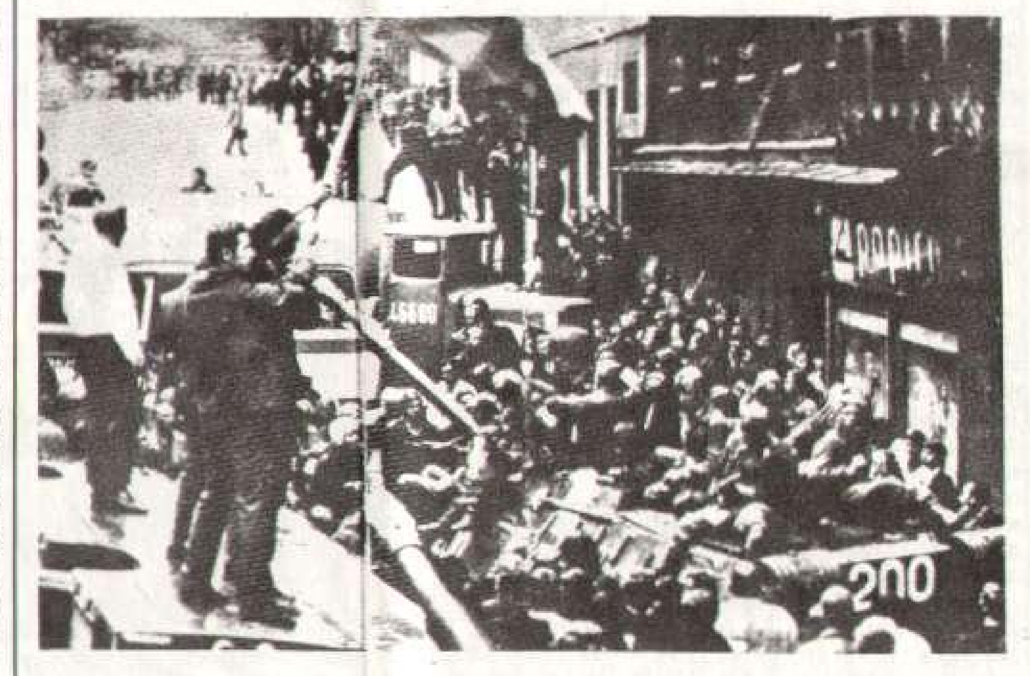
La 9e conférence de la FSM, réunie à Prague, en Tchécoslovaquie occupée, s'est terminée. Désormais, et pour la première fois, le secrétaire général de la FSM, n'est pas un membre de la CGT. Là, réside l'événement principal de ce congrès. Il témoigne de l'isolement grandissant dans lequel se trouvent les sociaux-impérialistes du Kremlin.

Depuis l'agression de la Tchécoslovaquie, en août 1968, par les troupes du social-impérialisme soviétique, les faits n'ont cessé de s'accumuler révélant aux yeux des travailleurs la nature exploiteuse, agressive et expansionniste des dirigeants du Kremlin.

La répression fasciste à laquelle sont soumis les travailleurs en URSS, en Pologne est de plus en plus connue et dénoncée.

En particulier ces derniers temps, ce sont les luttes de la classe ouvrière de ces pays qui ont pris le pas sur la dissidence des intellectuels. Et si Séguy n'était pas trop embarrassé par les déclarations d'un Soljénitsine, il en va autrement avec les grèves des ouvriers polonais, réprimées dans le sang par les chars.

Et quand, récemment, on apprend la création d'un syndicat libre par des ouvriers soviétiques qui dénoncent, faits à l'appui, le rôle répressif joué par les syndicats officiels soviétiques, attitude qui leur vaut l'internement psychiatrique, le révisionniste Séguy est bien obligé de faire un geste pour tenter de se dédouaner. C'est le sens de la décision de retirer Gensous du poste de secrétaire général de la FSM. D'ailleurs, peu de temps après, la CGT participait aux côtés de FO, de la CFDT et de la FEN, au parrainage d'une conférence de presse donnée, à Paris, par quatre ouvriers des pays de l'Est.



Dans un sens, la position prise par la direction CGT peut être considérée comme une victoire de l'opinion publique progressiste et témoigne de l'isolement croissant de Brejnev.

Pour autant, la CGT ne s'est pas retirée. Elle continue de jouer le rôle de caution aux syndicats officiels des pays du Pacte de Varsovie qui composent, à 90 %, la FSM. Elle va se féliciter de l'adoption d'une déclaration des droits syndicaux par ce 9e congrès. Cette déclaration parle abondamment du droit de grève, partout et pour tous, des libertés, du non-recours à la force contre la grève, et aura la même application que l'actuelle Constitution soviétique ou les résolutions sur les droits de l'homme à la conférence d'Helsinki. Belles déclarations qui, toutes, trompent l'opinion publique et masquent leur violation permanente dans les faits.

L'autre raison qui a conduit Séguy à prendre certaines distances vis-à-vis de la FSM, c'est son désir d'adhérer à la Confédération européenne des syndicats. Alors que la CGIL (CGT italienne) a obtenu son adhésion en échange d'un lâchage de la FSM, la CGT, elle, piétine à la porte de la CES depuis des années. Et Séguy voudrait bien pouvoir rejoindre Bergeron et Maire dans ce club européen de la collaboration de classe. L'avenir dira si ces efforts seront récompensés...

Saïd Smihi est de retour

Victoire contre une expulsion

Le 21 avril, plusieurs centaines de travailleurs immigrés et français, hommes et femmes, sont rassemblés à la Bourse du Travail de Gennevilliers. Saïd Smihi est à la tribune avec, à ses côtés, sa compagne Latifa. Ce soir-là, au milieu des chants et dans la joie de tous, c'est l'épilogue victorieux de la lutte pour le retour de Saïd. Presque six mois plus tôt, il était expulsé tandis que le 21 au matin, de nouveau parmi les siens, il vient d'obtenir une carte de séjour validée pour un an. Entre ces deux dates – l'expulsion et le retour – il y a la mobilisation de nombreux travailleurs et, en particulier, la grève de la faim de Latifa Smihi.

C'est au matin de la Toussaint que Saïd Smihi est expulsé, en même temps que sept autres travailleurs étrangers. Arrêté au petit matin à son domicile, deux heures plus tard, il est dans un avion qui, finalement, le conduira à Alger. Quand les policiers lui avaient demandé de choisir sa destination (Maroc ou Algérie), il a refusé : *«Prenez vos responsabilités. Quant à moi, je refuse l'expulsion».*

Au Maroc, Saïd est sous le coup d'une condamnation à la détention perpétuelle. Condamnation qui fut prononcée en février 1977 au cours du procès de Casablanca, ce procès sinistre, monté par le bourreau Hassan II, contre cent-soixante-seize militants progressistes et marxistes-léninistes marocains.

En France, à l'époque de la Toussaint 1977, la campagne raciste, orchestrée par le gouvernement, bat son plein. *«Deux millions de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop»* dit la presse pourrie. A cette campagne, vient s'en ajouter une autre, tout aussi réactionnaire, contre le peuple sahraoui et le Front polisario. Plusieurs ressortissants français viennent d'être faits prisonniers par le Polisario au cours d'une opération militaire (ils seront libérés peu de temps après). Et la presse se déchaîne dans une propagande anti-arabe forcenée. C'est à ce moment qu'ont lieu les expulsions.

Dans le cas de S. Smihi, le sens de l'expulsion arbitraire est claire : elle vise la lutte des travailleurs marocains en France et l'unité Français-immigrés qui se développe. En même temps, elle répond à une demande des autorités marocaines. Comme devait le confirmer une dépêche de l'AFP datée du 10 avril, c'est le régime d'Hassan II lui-même qui avait demandé l'expulsion de S. Smihi. Militant de l'Union nationale des étudiants marocains, dont il fut président pour l'Europe, et de l'Association des Marocains en France, Saïd est officiellement expulsé pour trouble à l'ordre public. En fait, ce que lui reproche le gouvernement français, c'est ni plus ni moins son opinion sur la question du Sahara occidental.

Cette opinion, il l'a réaffirmée récemment au cours d'une conférence de presse : *«Je suis contre la politique de Hassan au Sahara, je suis pour la lutte du peuple sahraoui, pour son droit à l'autodétermination»* et il ajoutait : *«C'est aussi ce j'aurais dit au procès de Casablanca si j'y avais été présent».*

Ainsi, en France, le gouvernement expulse pour délit d'opinion !

Le 4 avril, Latifa Smihi entame une grève de la faim à la bourse du Travail de Gennevilliers. Cette grève, elle la poursuivra jusqu'au retour effectif de son mari, le lundi 17 avril.

Tous les recours judiciaires s'étant révélés insuffisants, c'est la mobilisation des travailleurs, en premier marocains, autour de la grève de Latifa qui obtiendra l'annulation de l'arrêté d'expulsion et le rétablissement de Saïd dans ses droits.

Cette victoire, le ministère de l'Intérieur, a manœuvré grossièrement pour tenter d'en réduire la portée. En effet, alors que les services des Renseignements généraux enquêtaient quotidiennement sur l'évolution de la mobilisation, c'est par un papier daté du 29 mars que l'abrogation de la mesure d'expulsion était notifiée à Latifa. Ainsi, il suffirait d'un papier antidaté pour faire croire que la lutte ne sert à rien, que *«Latifa a fait une grève de la faim pour rien»* comme l'indiquait un titre du journal «Le Matin».

Les travailleurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ceux de Chausson, des Câbles-de-Lyon, de la General Motors, immigrés, Marocains, qui se sont dressés dans la lutte et qu'on voudrait faire taire par la menace permanente de l'expulsion, étaient bien là, ce vendredi soir, pour fêter leur victoire *«une victoire qui ne doit pas nous faire oublier que la répression et les expulsions sont toujours là mais qui, au contraire, doit nous encourager à poursuivre la lutte».*

Latifa, dans le local où elle a mené la grève de la faim.



L'unité Français-immigrés va de l'avant

Il y a bientôt deux mois, près de 2 000 travailleurs manifestaient leur légitime colère contre la politique d'austérité et de chômage, au cours d'un meeting électoral de Barre au Puy. Le 14 avril, deux participants à la manifestation étaient expulsés en Algérie, suivant une procédure d'urgence. Seule une large mobilisation des travailleurs du Puy avait permis d'empêcher qu'une jeune Espagnole de 21 ans ne soit elle aussi expulsée. Elle était accusée d'avoir donné *« trois coups de pieds »* dans la voiture officielle du Premier ministre. A la même époque, à Gennevilliers, une large mobilisation autour de la grève de la faim de Latifa Smihi, permettait d'obtenir le retour en France du marocain Saïd Smihi, expulsé arbitrairement plus de cinq mois auparavant. Plus que jamais la solidarité internationale des travailleurs qui sera célébrée en ce premier mai 1978, doit s'exprimer par le renforcement de l'unité entre travailleurs français et immigrés.

Ces événements du Puy et de Gennevilliers ont rappelé deux choses. Tout d'abord que les exploiteurs capitalistes poursuivent activement leur politique de répression et d'intimidation à l'encontre des travailleurs immigrés, coupables de lutter de façon toujours plus déterminée contre l'exploitation et contre leur dignité. Au total ce sont plus de 6 000 expulsions pour motifs administratifs ou politiques qui ont été recensées depuis la mise en application des mesures racistes de Stoléru.

Ensuite qu'il est possible de vaincre ce pouvoir et de lutter victorieusement contre les expulsions pourvu que l'on suive la voie de la lutte unie. Déjà cette preuve avait été faite il y a un an, à l'occasion de la victoire remportée contre les expulsions des dix-huit délégués des foyers Sonacotra en lutte. Dans le cas de Saïd Smihi, comme dans celui des délégués du comité de coordination des résidents Sonacotra, c'est en premier lieu grâce à la mobilisation décisive des immigrés eux-mêmes que le succès a été acquis. Mais le soutien actif de nombreux travailleurs français, de syndicalistes, d'hommes et de femmes progressistes, *a montré à Gennevilliers comme au Puy, que l'unité Français-immigrés va de l'avant.* Ce qui est de mieux en mieux compris et qui a été souligné avec force par les camarades pour le retour de Saïd Smihi, c'est que la lutte engagée contre les expulsions fait partie intégrante de la défense des droits acquis par la classe ouvrière. Des droits acquis au prix de dures luttes de classe.

En effet, les grévistes sont soumis à la répression policière, de même les syndicalistes sont licenciés, les militants ouvriers et paysans traînés devant les tribunaux et les travailleurs immigrés arbitrairement expulsés et victimes d'attentats racistes.

Tous ces faits tendent à devenir quotidiens et sont les manifestations d'une seule et même politique : de la classe capitaliste et de son État pour étouffer les luttes de la classe ouvrière et mieux lui faire supporter tout le poids de la crise capitaliste. Mais ce n'est pas tout.

A la répression, les exploiteurs ajoutent des campagnes odieuses visant à diviser les rangs de la classe ouvrière et en particulier ils recourent au racisme. Un racisme tout à fait officiel comme en témoignent les notes de services discriminatoires et injurieuses à l'égard des préposés antillais dans l'administration des PTT.



Ainsi, l'unité de la classe ouvrière indispensable pour faire face avec succès aux exploiteurs capitalistes ne peut se réaliser qu'en renforçant l'unité de combat des Français et des immigrés. En l'occurence il ne peut s'agir de solidarité abstraite ni d'un quelconque paternalisme à couleur humanitaire. Les travailleurs immigrés ne sont nullement des assistés qui auraient besoin de notre pitié. Dans les foyers, dans les entreprises, ils sont debouts et ils luttent, ils sont actifs dans la lutte syndicale et ils édifient leurs propres organisations nationales indépendantes. Renforcer l'unité au profit du combat d'ensemble exige que l'on se batte pour l'égalité des droits.

Cette égalité n'a rien à voir avec la revendication d'un *« statut des immigrés »* présentée par les dirigeants du PCF. En effet ce statut même qualifié de démocratique ne fait que perpétuer la division organisée par la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. De la même façon, il ne saurait être question de réclamer une procédure *« démocratique »* d'expulsion mais il s'agit de lutter contre les expulsions et d'aller jusqu'à les empêcher.

En définitive, même s'il convient de ne pas sous-estimer les effets réels négatifs des campagnes racistes et de la répression organisées par le gouvernement, *ce qui se développe, aujourd'hui c'est l'unité des Français et des immigrés qui forment une seule classe ouvrière.* Une unité qui est un gage de succès pour les luttes à venir.

Messanger - Loire Atlantique La famille Pellerin reintégrée

Une victoire sans précédent



Les Pellerin sont fermiers depuis 1964 sur la petite ferme de la « Pinsonnière » à Mésanger en Loire-Atlantique. En 1971, leur propriétaire change, et le nouveau entend reprendre la ferme pour l'exploiter à son compte. En réalité, il n'est en rien et les fermiers le savent bien.

En réalité, la reprise se fait pour le compte d'un parent du propriétaire. Il s'agit donc bel et bien de ce que la loi qualifie elle-même de **« reprise abusive »**. Pourtant, la justice n'en tient aucun compte. Le droit des nantis triomphe sur celui du droit au travail.



Meeting devant le tribunal de Rennes.

La famille Pellerin refuse l'expulsion

En 1972, un jugement confirme le « congé » alors qu'il est connu que le nouveau propriétaire souffle d'un handicap physique sérieux l'empêchant d'effectuer les travaux sur la ferme.

La lutte commence

La famille Pellerin ne se laissera pas faire. Le syndicat Paysans-Travailleurs est le seul à soutenir activement les Pellerin.

Le 20 novembre 1974, alors que de nombreux paysans sont mobilisés ce jour pour un autre procés, les forces de l'ordre, accompagnées de camions à bestiaux et à déménagement arrivent à Mésanger. Il y a quand même une centaine de paysans pour empêcher l'expulsion.

En juin 1975, les propriétaires commencent une série de provocations: plantation de piquets dans un champ d'orge, menaces armées, coups contre Charles Pellerin et destruction de champs d'orge à l'aide de bulldozers sous la protection d'une vingtaine de gendarmes locaux. De nombreux cars de CRS prennent racine dans la commune même.

Le 27 juin, six cents CRS accompagnés de deux automitrailleuses encerclent la ferme au petit matin. A 6 h du matin, les forces de l'ordre défoncent la porte d'entrée. Meubles et animaux sont promptement chargés sur des camions. Vers midi, Charles, Marie et leurs enfants sont embarqués par la police et transportés dans le Maine-et-Loire dans une ferme.

Ils parviennent à prévenir les paysans de Loire-Atlantique, et ceux-ci les ramènent le soir-même.

La solidarité active

Il faut trouver à loger la famille ainsi que les animaux. 14 ha appartenant à la SAFER sont trouvés, un bail est signé et une étable construite collectivement.

Le statut du fermage prévoit que le bénéficiaire d'une reprise d'exploitation doit participer aux travaux de manière « effective et permanente ». Ce n'était pas le cas pour le nouveau propriétaire. La loi n'est pas respectée. En même temps que la solidarité continue sur le terrain, la famille engage un procés, dont la premiére phase se déroulera à Nantes en avril 1977.

Le tribunal reconnait la « reprise frauduleuse », mais n'accorde que des « dommages et interêts » aux fermiers expulsés. La propriété s'en sort bien.

Le jugement

Ces fermiers font appel. Le jugement en appel aura lieu le 9 mars dernier, accompagné d'un meeting devant le tribunal de Rennes à l'appel du syndicat Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique.

Le jugement rendu public le 13 avril dernier dit **« La juridiction saisie ne peut refuser la réintégration dès lors qu'elle ne se heurte à aucune impossibilité et n'est contraire à aucune disposition légale... Si le preneur a quitté les lieux à l'exercice du droit de reprise, il peut obtenir sa réintégration avec ou sans dommages et intérêts. Puisqu'il n'existe aucune impossibilité, ni de fait ni de droit, les époux Pellerin doivent être réintégrés ».**

Comme l'indique nos camarades paysans de Loire-Atlantique, **« c'est concrètement, par l'entraide et la solidarité des petits et moyens paysans du coin, que l'on a maintenu un paysan à la terre. Charles et Marie Pellerin dans leur parfait bon droit sont restés à la terre, et depuis trois ans, cette épine est restée dans le pied de propriété foncière de la justice bourgeoise. Pour les paysans de la région qui ont à faire à des propriétaires fonciers particuliérement rapaces, c'est là une grande victoire. Comme on dit ici, c'est une victoire du droit au travail face au droit de propriété. Après l'affaire de la Vigne-Marou et de Cheix-en-Retz c'est la revanche paysanne ».**

Lucien NOUVEAU

•Caisse d' allocations familiales

«L'assemblée des délégués de service, c'est bien»

Le 7 avril, les techniciens des Allocations familiales suspendaient leur grève après plus de deux mois. Si cette grève s'est finalement soldée par un échec c'est certainement à cause des deux grosses faiblesses qu'elle a connues. D'abord son caractère catégoriel qui a limité la lutte aux seuls techniciens « ATHQ* », laissant de côté d'autres catégories d'employés qui connaissent des conditions analogues sinon pire de bas salaire. Ensuite, la grève est restée isolée, et là, c'est la responsabilité des fédérations syndicales qui est en cause. Rien n'a été fait par celles-ci pour essayer de construire un rapport de force suffisant en impulsant l'action dans toutes les caisses de Sécurité sociale. L'information elle-même n'a pas été faite.

Il n'est pas douteux que si la grève a duré plus de deux mois malgré les grosses difficultés qu'elle a rencontrées, c'est parce qu'elle était prise en charge par l'ensemble des grévistes. La solidarité de la grève, l'unité des grévistes, le contrôle qu'ils ont pu exercer sur la conduite du mouvement, tout cela est à mettre au crédit de l' *«assemblée des délégués de service»*.

Combien de grèves, en effet, ont sombré ou bien ont été sabotées à cause d'une direction qui échappe complètement aux travailleurs eux-mêmes. On connait le schéma classique et fatal de l'intersyndicale qui décide en tout et pour tous, réduisant l'assemblée générale des grévistes à une simple chambre d'enregistrement de décisions prises en dehors d'eux par les « experts » syndicaux. Ce type de fonctionnement refroidit très vite l'enthousiasme des grévistes, ne laisse aucune place à leur capacité d'initiative et finit souvent par rendre les travailleurs étrangers à leur propre lutte. Par contre c'est un système qui donne toute latitude aux chefs syndicaux partisans de la collaboration de classe pour manœuvrer dans le dos des grévistes.

Et en général, ce ne sont pas les propositions les plus justes, les plus utiles qui sont retenues mais celles du syndicat le plus fort. Bref, ce type de direction des luttes au même titre que les négociations secrètes sont à bannir de la pratique du mouvement ouvrier. Elles ont prouvé toute leur nocivité.

La dernière manifestation des techniciens de la CAF devant le ministère de la Santé, le 6 avril.



Cette lutte avait été menée à la CAF au sein d'organisations syndicales de telle façon que dès le début de la grève l'assemblée des délégués de service a pu être mise en place malgré l'opposition de certains responsables syndicaux, en particulier de la CGT.

Dans chaque service, des délégués sont élus parmi les grévistes syndiqués et non-syndiqués. Tous les après-midi, ces délégués — une trentaine environ — se réunissent au centre de la rue Viala. Ils représentent l'ensemble des services qui sont en grève aussi bien à Paris que dans les unités de gestion décentralisées de banlieue.

Les trois organisations syndicales de la CAF, FO, CGT, CFDT, sont également présentes. C'est *« l'assemblée des délégués de services »*. Là sont discutées quotidiennement les propositions faites par les délégués et par les sections syndicales. Les propositions qui sont retenues à l'issue du débat, deviennent applicables par tous et sont présentées chaque matin à l'Assemblée générale des grévistes. Assemblée générale qui outre son vote quotidien, pour la reconduction de la grève est appelée à se prononcer sur toutes les décisions importantes.

Bien sûr, ce fonctionnement n'a pas été irréprochable en tout point. Les débats ont quelquefois été difficiles et confus, certains délégués avaient du mal à s'y faire entendre, d'autres manifestaient des tendances à monopoliser la parole... Il n'empêche que quand la direction a tenté une manœuvre de division et de liquidation de la grève en proposant de satisfaire la revendication du niveau 6 pour une partie des grévistes, elle n'obtint qu'un « Non » massif et unanime des grévistes. Certainement que sans l'organisation démocratique de la grève, la direction aurait réussi dans son entreprise, d'autant qu'elle bénéficiait de la complicité active de FO. Dans ce cas, c'est l'unité des grévistes qui a eu le dernier mot.

Ainsi, avec *l'assemblée des délégués de service*, les choses sont à leur place. Les sections syndicales ont leur propre fonctionnement, elles font leurs propositions pour le mouvement mais c'est le débat démocratique des travailleurs qui tranche. La lutte est reprise en charge par tous les grévistes. C'est tous syndiqués et non-syndiqués qui en assument la responsabilité. *« L'assemblée des délégués de service »* c'est une contribution positive des grévistes de la CAF à la lutte de tous les travailleurs.

*
Les ATHQ - agents techniques hautement qualifiés —

Boycott du «Mundial»

Où en est-on ?

(Interview d'un membre du COBA)

Actuellement quatre vingts comités COBA existent à travers la France. En ce moment même, plusieurs comités sont en création. Nous avons dû mettre sur pied un système de redistribution du matériel à travers quinze villes-relais en France.

La campagne que nous menons est très vivement ressentie en Argentine par la junte militaire. Nous venons de recevoir un article du 23 mars de la revue argentine (de droite), « Gente », qui décrit toute la campagne contre la junte militaire argentine à travers le monde.

A la fin de l'article, on lit : « Dans les conditions actuelles de l'Argentine, le boycott de ce pays comme organisateur de la Coupe du monde de football nous paraît l'unique réponse conséquente et responsable ». L'article dit ensuite entre parenthèses : *« C'est un tract qui a été distribué dans les rues de Paris. Au bas de ce tract, nous pouvons lire la mention " Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football (COBA), 14, rue de Nanteuil – 75105 Paris " »*. Le même article a été publié aussi dans un magazine vénézuelien, une dizaine de jours après. La campagne fait donc très mal à la junte. Et l'ambassadeur d'Argentine en France nous fait de la publicité actuellement dans les journaux et dans une interview donnée à « Los principios », un journal argentin. L'ambassadeur faisait état de la campagne de dénigrement des *« subversifs »* latino-américains alors que cette campagne est menée essentiellement par des Français.

En ce qui concerne « L'Épique », son tirage global est actuellement de 80 000 exemplaires, ce qui est sans commune mesure avec le tirage des deux numéros précédents. La raison de ce nombre élevé d'exemplaires est due à la campagne menée actuellement sur l'Argentine et à l'échéance de plus en plus proche de la Coupe du monde de football.

— *Q : Qui sont les gens touchés ? Les sections syndicales le diffusent-elles ?*

R : Par rapport au syndicat, la vente de l'« Épique » se fait bien. Par exemple, la CFDT n'a pas appuyé le boycott et cela n'empêche pas que des militants de la CFDT achètent l'« Épique ». Ce n'est pas un problème. Des militants de la CGT achètent également le journal, bien que la direction ait dit non au boycott. Ce qui marche relativement bien, c'est le SGEN qui mène une campagne importante surtout au travers des professeurs d'éducation physique.

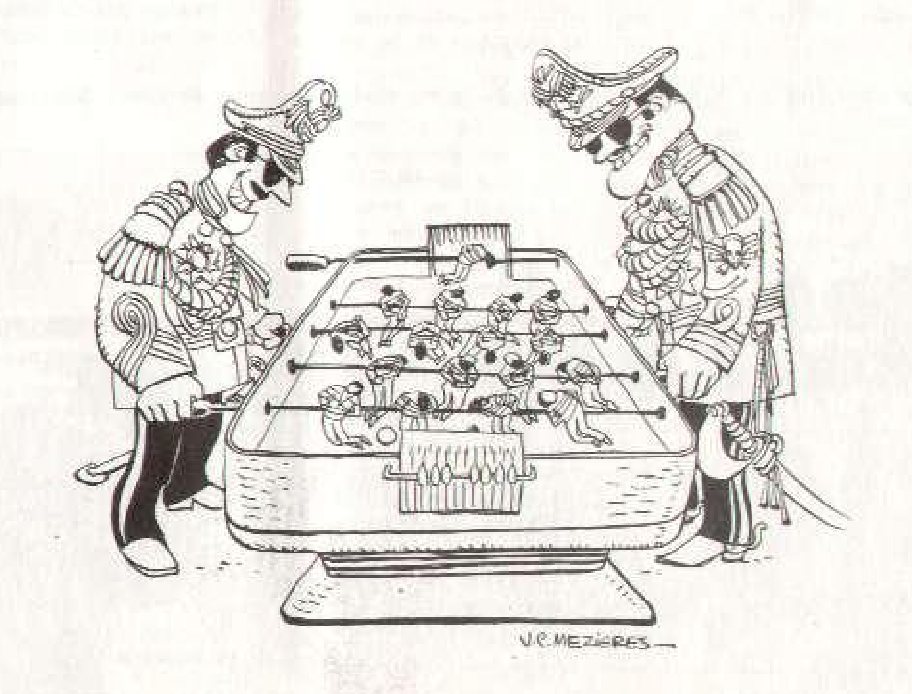
En ce qui concerne la campagne de signatures, nous en avons actuellement 50 000 dans nos dossiers. Très prochainement, on va essayer de les remettre au quai d'Orsay. La campagne ne s'arrêtera pas là. Le second palier que nous nous fixons est de recueillir 100 000 signatures. Actuellement, nous en recevons 4 à 5 000 par semaine des quatre-vingts COBAS.

— *Q : Et pour l'avenir. Que préparez-vous ?*

R : Une journée nationale était prévue le 28 avril. Il n'a pas été possible pour Paris de réserver la Mutualité à cette date. Nous organisons un meeting le 2 mai à la Mutualité avec l'exposition des réalisations de comités de province et avec le passage de plusieurs artistes argentins, etc. Ce meeting aura lieu de 19 h à minuit. Tout le matériel audio-visuel actuellement disponible sera projeté au cours de ce meeting. En particulier, une bande vidéo qui s'appelle *«Supporters, si vous saviez»*. Il y aura le diaporama sur le « Mundial 78 » : « Pas de football entre les camps de concentration ».

Enfin, une pièce de théâtre populaire de Daniel Denis sera présentée *«Le café des sports»*. Nous donnerons l'explication du contenu de cette pièce dans le bulletin No 3. Cette pièce, durant la Coupe du monde, permettra de faire une sorte de forum quotidien. En même temps, nous passerons des matches de football de manière à discuter de l'événement au jour le jour, de l'Argentine et de ce qui s'y passe.

Dessin extrait de la brochure du COBA - 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.



L'accident du pont Wilson à Tours

Comment la vie des gens simples interesse les politiciens



Quand le dimanche 9 avril à 9 h 28, deux arches du Pont Wilson, à Tours, s'effondraient dans la Loire, l'automobiliste qui y circulait alors se demandait bien ce qui se passait. Il eut juste le temps d'accélérer et y laisser ses deux pneus arrière.

Un tel événement survenu dans un si bref délai après la marée noire de l'Amoco Cadiz sur les côtes de Bretagne ne peut soulever que stupeur et indignation.

Les vieux ponts sur la Loire

Au milieu du 18e siècle, une série de ponts fut construite sur la Loire en remplacement des ponts médiévaux. Ce fut le cas notamment à Orléans, où la construction s'échelonnera du 8 novembre 1751 à mars 1760. Cela fut le cas à Tours aussi.

D'ailleurs, ceux qui peuvent y passer verront que tous ces ponts ont la même forme. Ils ont été bâtis sur le même principe : pour asseoir les piles sur le sol et pour les stabiliser, on faisait un caisson en bois dans lequel on mettait des troncs d'arbres et des parpaings. En effet, le bois, au contact de l'eau, acquiert une solidité assez remarquable. On peut aussi évoquer dans le même genre de choses, les constructions sur pilotis de nos ancêtres préhistoriques ou les pontons de bois sur la mer.

Les causes de la catastrophe

En principe, les ponts sont vérifiés à fond tous les cinq ans, entre temps, il y a une visite de routine. Mais ces visites faites dans des conditions parfois dures par les plongeurs et ne permettent pas forcément de déterminer les points faibles. Il faudrait donc envisager d'autres méthodes plus rationnelles et scientifiques.

Pour l'Équipement, ces vérifications sont suffisantes en elles-mêmes. Tout va bien ; donc inutile d'insister. Mais les faiblesses existaient déjà et étaient connues.

Les plus vieilles remontent à la dernière guerre où les ponts ont été détruits partiellement deux fois, en 1940, puis en 1944..

La vérification la plus récente date de 1976, où les pieux ont été mis au contact de l'air et se sont en quelque sorte oxydés. Cela, l'Équipement le savait puisque ce sont les ingénieurs qui l'ont révélé. Alors pourquoi rien n'a été fait ? Parce que cela aurait fait des dépenses, des interruptions de circulation, donc cela nécessitait de prévoir autre chose.

L'infrastructure routière ne permet pas de faire supporter aux autres ponts un écoulement régulier de la circulation. Ainsi, à Tours, les deux autres ponts encadrant le Pont Wilson sont en perpétuel encombrement même aux heures creuses.

Donc, c'est bien *la négligence, la volonté de gagner de l'argent à tout prix, faire le moins de frais possible qui sont à l'origine de cette catastrophe.* C'est donc bien un méfait du capitalisme.

Le Pont Georges V à Orléans. Il est du même modèle que ceux de Tours, Beaugency et Gien.



ET L'ARMEE ?

A voir comment l'armée est absente des travaux de réfection et d'installation des réseaux, d'eau de téléphone et de gaz, on peut sérieusement se demander quels ordres lui ont été donnés.

En effet, la remarque est quasi générale, il fallait trois jours pour installer un pont de bateaux, y mettre deux gros câbles de téléphone et cinq jours pour poser la conduite d'eau — ce qui aurait évité plusieurs kilomètres de détour.

De plus, l'armée possède tout le matériel de Génie, de transmissions nécessaires. *Alors pourquoi n'est-elle pas là ?*

— Peut-être bien qu'elle ne peut affronter deux catastrophes à la fois ! (Amoco Cadiz et Tours)

— Peut-être que pour frimer, Royer refuse l'intervention des militaires.

Autant de questions qui restent entières.

LE RETABLISSEMENT DU TELEPHONE

Dimanche 9 avril, les agents de télécommunications des « équipes » se sont retrouvés mobilisés pour aller à Tours. Tous les grands chefs de la région se sont pointés à Tours et chacun d'entre eux y a été de sa petite innovation et de sa petite chansonnette afin de mettre en valeur « son » service, « son » équipe.

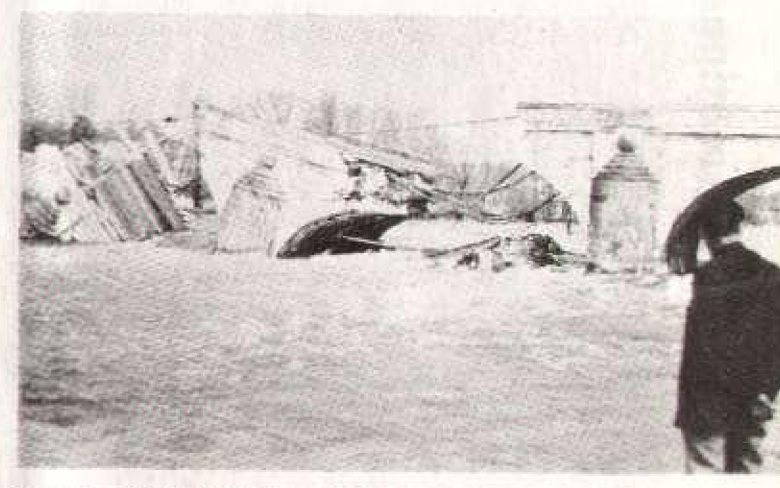
Mais en fait, mardi matin rien de sérieux n'était fait. Les deux camions stationnés de chaque côté de la Loire (système dit des oreilles) ont seulement permis de faire passer soixante circuits.

Et puis comme d'habitude, on a déshabillé Pierre pour habiller Paul. Sur le site de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly, deux antennes servaient aux communications téléphoniques des sociétés travaillant là-bas. On les a démontées pour les remonter à Tours.

De plus, personne ou presque personne n'était au courant des caractéristiques techniques de ces antennes, exemple pour le nombre de lignes, etc.

Il n'y avait pas de câble de gros calibre en réserve. Pour remplacer les deux gros câbles qui passaient dans le pont, les agents des télécommunications ont dû installer plusieurs petits fils.

De plus, lundi 10, pour transporter le matériel il n'y avait pas de camion, voilà qui montre l'organisation du travail et des secours. Comme le disait un postier : « *C'est de la frime, tout ça, on a passé deux nuits sur le terrain et ça n'a servi à rien* ».



Ce qu'il reste du Pont Wilson à Tours.

ET L'EAU ?

Mais un des plus graves problèmes qui s'est posé et qui continue de se poser à Tours est celui du ravitaillement en eau.

La première étape fut de ravitailler par des camions et des wagons-citernes et les points d'eau à partir des bouches d'incendie. Mais cela a montré les limites et a été une magnifique affaire financière pour nombre de commerçants qui en ont profité pour vendre des jerricannes en augmentant les prix bien sûr.

Cela a été aussi l'occasion pour la municipalité de faire du tapage sur la solidarité, l'appel au civisme (défense de stocker l'eau minérale) alors qu'elle a été incapable de prévoir sérieusement un système efficace de remplacement en cas de catastrophe.

La deuxième phase fut la mise en place de la canalisation de 1 000 mètres qui devait entrer en service normal vendredi 14 mars, qui n'est entré en service régulier qu'à la fin de la semaine passée. En attendant, les gens continuent à aller chercher l'eau aux points d'eau.

Cette situation a été très préoccupante pour les hôpitaux, les écoles, les hôtels. Quand la catastrophe est arrivée, les hospitaliers ne savaient que faire, ils n'avaient pas de directives. *Voilà qui montre une fois de plus comment la vie des gens simples intéresse les politiciens du style Royer.*



Un des problèmes qui continue de se poser à Tours est le ravitaillement en eau. La non-prévoyance peut avoir de graves conséquences.

Antonio Bellavita ne doit pas être extradé

Antonio Bellavita qui a été remis en liberté le mardi 11 mars par la chambre d'accusation doit comparaitre à nouveau devant la justice le 10 mai, date à laquelle le tribunal décidera ou non de son extradition. Lorsqu'on se souvient de la manière dont Klaus Croissant a été extradé il y a lieu de nourrir quelques inquiétudes sur le sort de Bellavita, qui, rappelons-le, est soupçonné d'appartenir aux Brigades rouges et ceci sans la moindre preuve. Le journal « Libération » a décidé de publier quotidiennement la liste de ceux qui ont signé cette pétition. Celle-ci durera jusqu'au 10 mai. A ce jour, plus de 2 000 personnes ont signé cette pétition. Plus de la moitié d'entre elles sont des journalistes et des travailleurs de la presse.

Faire signer cette pétition dans les usines, les bureaux, les lycées et les facultés est un geste de solidarité impératif.



Du riffifi à la niçoise

Douze personnes dont les douze croupiers du casino Ruhl de Nice et leurs complices ont été inculpés d'abus de confiance et d'escroquerie à la suite d'une enquête de la brigade des jeux et des courses.. L'histoire a démarré début mars, lorsque le produit des jeux s'est avéré fortement en baisse au cours des quatre mois précédents par rapport au produit habituel. La perte atteignait un milliard deux cent millions par rapport à la même période l'année précédente.

Il s'avérait que ce trou pouvait être dû à des détournements de fond opéré de l'intérieur. La police fut aussitôt sur la brèche et pris un croupier la main dans le sac, c'est-à-dire alors qu'il tentait de détourner 1 000 F. Il avoua rapidement tandis que d'autres collègues et complices passaient aussi aux aveux. Non seulement ils détournaient des fonds mais trichaient au jeu faisant des mises in extremis alors que la roulette était en train de s'arrêter sur une case du cylindre.

Il se pourrait que l'affaire aille plus loin que les simples croupiers et que le trou ne puisse être expliqué par les seuls détournements de ceux-ci, d'autant plus que Fratoni qui gérait aussi un autre casino à Nice : « Le Palais de la méditerranée » a des ennuis de gestion avec ce dernier.

Grave pollution à la frontière entre le Brésil et l'Uruguay

Au début du mois d'avril, une grave pollution commençait à produire des effets très nocifs sur la faune, la flore, et les hommes sur la côte brésilo-uruguayenne. Des milliers d'animaux marins ou terrestres agonisent ou sont morts et la population est victime de troubles graves affectant les voies respiratoires.

Cette pollution serait d'origine chimique et serrait dûe à l'échouage en 1971 d'un navire « le Taquari » qui transportait 24 tonnes de composés mercuriques qui n'ont jamais été récupérés. Les chimistes pensent que le produit toxique en cause est l'isotocyanine de Méthyle appelé encore « huile de moutarde » et qui est utilisé comme pesticide et fongicide (contre les champignons). Ce produit peut se dégager sous forme de gaz et provoquer des lésions des voies respiratoires, des gastro-entérites, des hémorragies et des œdèmes pulmonaires. A haute dose, il peut entrainer la mort. Les habitants de la côte ne se nourrissent plus du poisson de cette région.

Augmentation des prix en cascade au 1er Mai

Dans le cadre de la politique dite de « vérité des prix » de Barre, un certain nombre de tarifs seront relevés au 1er mai. Parmi les tarifs qui subiront une hausse il y a ceux du gaz. La direction du Gaz de France souhaite augmenter les tarifs du gaz à usage domestique de 9 % à la date du premier mai. Depuis un an, les tarifs du gaz ont été augmentés trois fois : de 6,5 % le 1er avril 1977, pour le gaz à usage domestique, et de 9 % les 1er octobre 1977 et 1er janvier 1978 pour le gaz à usage industriel.

(Ces augmentations du gaz sindustriels sont évidemment répercutées sur le prix des produits de consommation). La direction d'EDF juge ces augmentations insuffisantes et demande donc une nouvelle augmentation.

Cette augmentation du prix du gaz fait suite à la demande d'augmentation par EDF du prix de l'électricité. Dans la première semaine d'avril, Boiteux, directeur d'EDF avait exprimé le souhait d'un relèvement de 15 % au premier mai. L'élévation des tarifs d'électricité a pour but, entre autres choses, de financer en partie la mise en route du programme nucléaire de la bourgeoisie.

Autre augmentation prévue au premier mai : celle du charbon dont le prix au sortir de la mine augmentera de 8 %.

Quant aux prix industriels, ils retrouveront leur « liberté » (c'est à dire augmenteront) le premier juillet.

LE TOME V DES ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE TOUNG

A la tête de l'État depuis 1949, le Parti communiste chinois traverse une nouvelle phase de son édification. Mao Tsé-toung engage une lutte de tous les instants contre le bureaucratisme, le carriérisme, l'opportunisme, le sectarisme, etc.

– contre les manifestations de l'idéologie bourgeoise au sein du parti. Un épisode particulièrement marquant de la lutte est l'élimination de la clique antiparti Kao-Jao.

«Renforcer l'unité du Parti et continuer les traditions du Parti»

«A propos de la lutte contre le sectarisme, la question qui mérite particulièrement d'être abordée, c'est que nous devons nous unir avec les gens qui ont lutté contre nous. Ces gens là se sont battus avec vous et vous ont jeté par terre; vous en avez souffert et perdu la face. Vous n'étiez pas si mauvais, alors qu'ils vous ont donné un «titre d'honneur», le titre d'opportuniste, S'ils vous ont rossé en toute justice, ils ont bien fait : puisque vous êtes effectivement opportuniste, pourquoi auraient-ils dû se gêner ? Mais je parle ici du cas où ils ont vous ont frappé, combattu à tort. Si ces gens-là changent plus tard d'attitude et reconnaissent qu'ils ont eu tort de vous frapper et qu'il était injuste de vous frapper et qu'il était injuste de vous attribuer le titre de roi du royaume de l'opportunisme, tenez alors l'affaire comme terminée.»

A lire également sur cette question, dans le tome V :

- Contre l'idéologie bourgeoise au sein du parti.
- Discours à la Conférence nationale du Parti communiste chinois.
- Persévérons dans une vie simple et une lutte ardue...

La méthode dialectique pour assurer l'unité du parti...

L'exemplaire : 20 F. En vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard - 75010 - Paris.

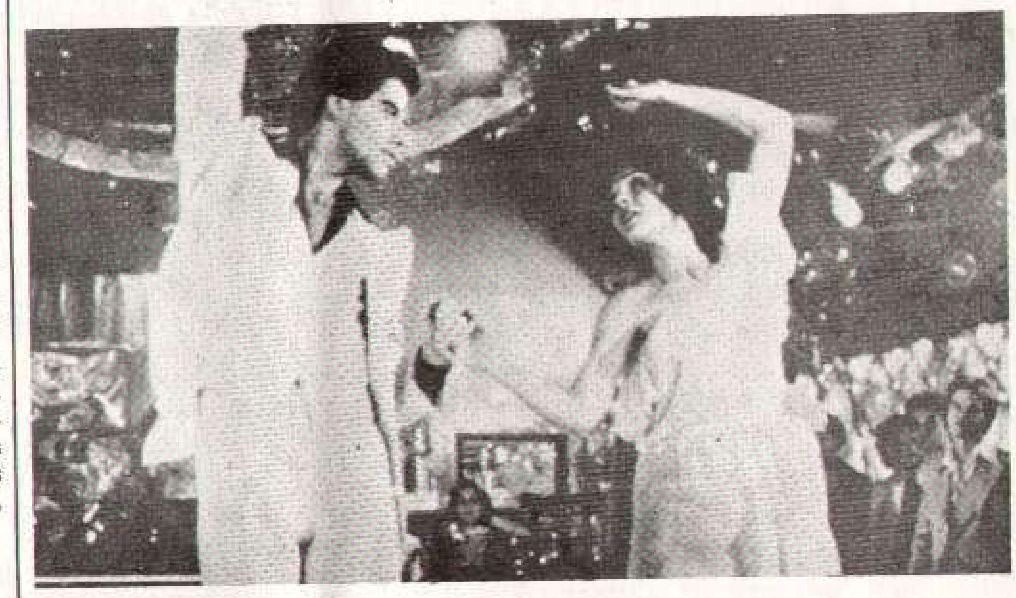
(Ajouter 3 F au prix indiqué pour participation aux frais de port).

«La fièvre du samedi soir»

Une énergie détournée

Cette fièvre, c'est celle de la jeunesse coincée toute la semaine dans les contradictions insolubles de la société capitaliste et qui explose le samedi soir. Mais si toute cette énergie enfermée, étouffée, réprimée se libérait d'un coup, ça risquerait de faire mal, comme une explosion nucléaire soulevant un ouragan dévastateur qui anéantirait le vieux monde.

Alors il faut trouver le moyen de ralentir ces réactions en chaine de canaliser toutes ces forces, de les détourner et même de les utiliser pour faire du fric, encore plus de fric.



Extrait du film « La fièvre du samedi soir ».

Une vie mal foutue

C'est tout cela que ce film raconte à travers l'histoire de Tony et de ses copains. Vendeur chez un marchand de couleurs, Tony traine une vie mal foutue entre un père chômeur et une mère dévote qui lui citent sans cesse en exemple le grand frère devenu curé, à lui le paumé. Pourtant, le samedi soir, au « 2 001 Odyssey » le dancing du quartier, il est quelqu'un : le meilleur danseur, la fierté des copains, l'idole des filles. Il va subordonner toute son existence à la préparation d'un concoursde danse qu'il gagnera, mais la victoire aura un goût amer.

On trouve là tous les ingrédients idéologiques utilisés par la bourgeoisie pour empêcher que se constitue le front des exploités. Tout d'abord persuader les jeunes que l'essentiel c'est leur réussite individuelle, mais comme en même temps, on leur bouche l'avenir, on va tenter de les faire rêver en les engageant dans des compétitions qui les isoleront les uns des autres,. La morale familiale traditionnelle destinée à dramatiser les rapports parents-enfants contribue elle aussi à isoler les jeunes du monde adulte, c'est-à-dire concrètement ici du prolétariat qui pourrait leur apporter les réponses à toutes les questions qu'ils se posent.

Canaliser l'énergie de la jeunesse

Pour canaliser cette énergie de la jeunesse, la détourner vers des activités sans danger pour elle, la bourgeoisie va aussi utiliser la sexualité, et de toutes les façons,. D'abord, en faisant croire que c'est « le problème » essentiel des jeunes, ensuite en « imposant » des modèles de comportement sexuel réduisant la femme à l'état d'objet.

Cette fièvre du samedi soir, certains l'apaiseront en draguant les filles, et ce sera les amours à la sauvette sur la banquette d'une bagnole. Tony quant à lui, préférera jouir du désir qu'il fait naître chez ses admiratrices et qu'il refusera de satisfaire. Mais dans l'un et l'autre des cas, c'est bien la loi du mâle qui s'affirme.

Dans son œuvre de sape auprès des jeunes, la bourgeoisie va aussi jouer sur le clavier du racisme. C'est ainsi qu'on verra Tony et ses copains, émigrés italiens, organiser une descente punitive dans une boîte fréquentés par des Espagnols.

Et le soir du fameux concours, Tony ne pourra supporter sa victoire, car il sait que le couple classé second est le meilleur, mais ce sont des « métèques », alors bien sûr, on ne pouvait lui donner la première place.

A chacun son destin ?

Ce film est plein de tout cela, assaisonné du petit couplet moralisateur dispensé par le frère curé qu'on aura pris soin de faire défroquer avant pour que son « message » puisse être entendu : « Pensez donc, il est comme nous, il vient au dancing avec nous, il nous comprend ». Cependant, on ne peut quand même pas s'empêcher de l'appeler mon père. La morale du film c'est lui qui la tirera, disant à Tony avant de le quitter : « L'important, c'est de faire ce que tu crois bien pour toi ». Chacun est seul face à son destin, c'est bien cela que la bourgeoisie voudrait faire croire aux jeunes.

Un record de recettes

Et ce film-là, ça marche, c'est en train de battre des records de recettes aux USA, et c'est bien parti chez nous. Il est comme un miroir tendu à la jeunesse, rythmé par la musique des Bee Gees actuellement au sommet du Hit Parade, et nos bourgeois voudraient bien qu'elle s'y reconnaisse.

Henri BERTHAULT

Mai-Juin 68 sur les écrans

Des témoignages d'époque

A partir de fin avril, au studio Saint-Séverin à Paris et dans certaines villes de province huit films sur mai-juin 1968 passeront sur les écrans. Ces films sont : *« Le droit à la parole », « Mikono », « Le cheminot », « Wonder », « Le Joli mois de mai », « Oser lutter, oser vaincre », « Sochaux, juin 68 », « Grands soirs petits matins ».* Nous n'avons vu que les quatre derniers. L'intérêt de ces films est évident même s'ils souffrent de la faiblesse des moyens mis en œuvre. Ils ne sont pas des œuvres d'art, mais des témoignages importants sur une des plus grandes grèves de notre histoire.



Renault Flins – 4 jours de lutte pour réoccupper l'usine.

« Grand soir et petits matins », nous sommes plongés en plein dans les grands débats, sérieux ou pleins de rêves du monde mélangé des grandes facultés parisiennes, entre étudiants, syndicalistes, acteurs, juristes, etc. Nous voyons Cohn-Bendit donner ses conférences de presse, etc. C'est le grand bouillonnement qui s'accompagne inévitablement de bavardages, de longueurs. Mais c'était aussi cela mai 68 dans les facultés.

Les images de ces films montrent tout d'abord ce qui a été l'une des caractéristiques fondamentales des luttes du printemps, de 1968 : la violence.

La lutte violente des étudiants

Il y a bien sûr la violence des étudiants la plus connue, peut-être la plus spectaculaire, celle dont les mass-media et la presse ont le plus parlé pour diverses raisons.

« Le joli mois de mai » est axé sur la lutte violente que les étudiants parisiens opposèrent à la violence policière avec beaucoup de courage. Mais la violence de mai-juin a davantage été le fait de la classe ouvrière. En comparaison avec celle des étudiants, la violence ouvrière a été plus dure, plus engagée, mais en plus porteuse de la haine de classe propre aux prolétaires.

Les luttes entre ouvriers et policiers ont semble-t-il fait plus de victimes plus gravement atteintes que la plupart des autres affrontements.

Renault-Flins Peugeot-Sochaux juin 1968 deux témoignages éloquents

Sans doute aussi la violence policière a-t-elle été plus agressive à l'égard des ouvriers.

Le témoignage que constitue à cet égard « Sochaux 68 » est éloquent et émouvant.

Deux ouvriers sont morts à Sochaux au cours de très violents affrontements victimes des exactions de la police. L'un, P. Beylot, a été tué par les tirs de pistolets mitrailleurs de la police acculée par les ouvriers. Plusieurs autres ont été mutilés qui témoignent dans le film.

Avec « Sochaux juin 68 » « Oser lutter, oser vaincre » est certainement l'un des plus intéressants de ces films. L'équipe qui a assuré pour l'essentiel le tournage du film a vécu cinq semaines dans l'usine Renault à Flins occupée par les ouvriers. Pris de l'intérieur, ce film nous fait revivre les principales péripéties de la lutte, l'opposition des chefs syndicaux à l'occupation et à toute initiative des ouvriers qui sort du cadre étroitement économique qu'ils veulent donner à la grève.

Nous voyons comment les ouvriers font échouer deux tentatives de la direction pour casser la grève. Première tentative sous la protection d'importantes forces de police venues vainement protéger les cars transportant les premiers travailleurs ayant repris le travail. Nous assistons aussi à l'échec des permanents syndicaux pour briser l'unité ouvriers-étudiants et pour casser la grève à leur manière.

Enfin, ce film montre les très violents affrontements qui opposèrent ouvriers et étudiants unis contre les flics. C'est au cours de ces derniers que fut assassiné Gilles Tautin, militant de l'UJCML.

Ceux qui ont vécu mai-juin 68 pourront se contenter des films à notre sens les plus intéressants, qui concernent les luttes ouvrières. Ceux qui étaient trop jeunes pour y avoir participé pourront voir tous ces films pour se faire une idée plus précise de ce qu'a été mai-juin 68 où ouvriers et étudiants ont scellé une unité porteuse d'avenir.



Note de lecture

«L'établi» de Linhart

La vie racontée avec des mots qui sonnent juste

1969. Un professeur de philosophie, Robert Linhart, se fait embaucher à Citroën, comme manœuvre, au milieu des travailleurs immigrés. Au bout d'un an et d'une grève, il est licencié. Huit ans après, il écrit un livre : « *L'Établi* ».

« J e/ ne suis pas entré à Citroën pour fabriquer des voitures, mais pour « faire » du travail d'organisation dans la classe ouvrière ». Pour contribuer à la résistance, aux luttes, aux révolutions ».

Ce qui n'était pas prévu

Robert Linhart fait partie de ces intellectuels qui dès 1967 vont s'établir en usine, pour se lier à la classe ouvrière et mener des luttes. L'enthousiasme est grand au départ : on sort de 1968, il y a encore des airs de révolution qui résonnent aux oreilles.

Mais la réalité est autre. Citroën, c'est tout d'abord la chaine. C'est aussi le travail encore plus difficile qu'on ne l'imaginait, physiquement et moralement.

Robert Linhart pensait savoir cela, mais sur le terrain, il le découvre pleinement. Dès lors, il faut tenir. Et il tient. Renvoyé de chaine et chaine, parce qu'il ne peut suivre les cadences, il tient, il résiste.

Il nous raconte aussi. Pas de grands mots, pas de grands discours, pas de belles théorisations, mais la vie racontée avec les mots qui frappent et qui sonnent juste. Il nous montre l'atelier, le vestiaire, le contremaitre, l'immigré à côté sur la chaine.



1968 : Des millions de travailleurs se lèvent. Les étudiants s'unissent aux ouvriers. C'est ce besoin vital d'unité avec la classe ouvrière qui a motivé Robert Linhart.

La grève de décembre

Quant au « travail dans la classe ouvrière » ? « *Par où commencer ? C'est immense, une usine. Même de 1 200 personnes. On ne peut pas connaître tout le monde. Un type sympa qui engage la discussion à la cantine. Le vestiaire. Tout cela permet de tenir, donne un peu d'air. Mais ne vous met pas nécessairement en contact avec les plus « combatifs », comme on dit* ».

Toutefois, « l'établi » en rencontrera de ces « ouvriers combatifs ». Ensemble, ils feront un « comité de base », organisation pour la lutte des travailleurs, en dehors des syndicats. Et quand la direction exigera trois quart d'heure de travail supplémentaire par jour, pour « *récupérer le temps perdu en mai-juin 68* », le comité de base lancera la grève.

Or, là encore, pas de grands mots, pas d'exaltation forcenée. « *Il faut que ça marche, que l'usine s'arrête. I e, scrute les visages. Comment savoir ? Avons-nous assez expliqué l'enjeu ?* ». L'usine s'arrêtera. La répression frappera plus tard. L'auteur se retrouvera à la porte.

Une part de vie

Le livre une fois fermé, sur une note d'échec, mais aussi profondément optimiste, on a envie de dire : « Lisez ce livre ! ». C'est si rare en effet qu'un livre raconte la vie en usine, en essayant de coller à la réalité de chacun et à la vie de tous.

Bien sûr, on peut regretter que parfois le petit chef d'atelier soit considéré comme l'ennemi absolu, comme s'il n'y avait pas au-dessous de lui le grand patron de Citroën à qui il obéit. Bien sûr, on peut s'étonner aussi que les syndicats soient absents de tout le récit.

Les idées politiques qu'avaient les militants intellectuels qui se sont établis il y a 10 ans n'étaient pas toutes claires. C'est un fait. Mais à la limite, cela ne change pas grand chose à la force de ce livre, dont l'essentiel n'est pas là. L'essentiel c'est de raconter cette vie et cette lutte de tous les jours, la réalité, de millions d'hommes et de femmes de toutes nationalités. Notre vie.

Philippe LECLERC

« L'Établi ». Robert Linhart Aux éditions de Minuit. 180 pages. 18 F.

Bertolt Brecht et ses premières pièces

«Dans la jungle des villes»

« *Dans la jungle des villes* » est la deuxième pièce de Brecht, venant juste après *Baal*, elle fut jouée pour la première fois en 1922.

L'action se passe à Chicago, une ville froide, impitoyable aux pauvres, entre 1915 et 1918. L'auto-aliénation, l'impossibilité où se trouvent des hommes à communiquer entre eux, le passage de la jeunesse à l'état adulte, tels sont les thèmes de cette pièce écrite au sortir de la guerre de 1914-18.

A travers le désespoir, l'alcool, le jeu, le vice, le suicide transparait l'enfer de la vie dans un monde hostile, la solitude ; et au bout une réalité : *une bouche qui n'a que des dents.*

Des personnages asociaux, parce qu'ils vivent dans une société asociale ; révolte contre cet ordre social, protestation contre la guerre. Ce sont les caractéristiques des premières pièces de Brecht et un monde dans lequel vit l'Allemagne d'après-guerre.

Mais il n'en est pas encore à démonter le mécanisme de l'injustice et de la guerre, comme il le fera par la suite. Il n'a pas encore, non plus, le style dépouillé de ses grandes pièces. C'est à l'époque où il lit Rimbaud. Notamment « *Une saison en enfer* », dont il n'hésite pas à en mettre des passages dans la bouche d'un de ses personnages.

« *Dans la jungle des villes* », est une pièce complexe, au langage assez hermétique. La mise en scène et l'interprétation présentées au Théâtre National de Chaillot (à Paris) par l'« *Association pour la promotion de la Création théâtrale — Maison de la culture d'Orléans* », ne permettent nullement de rendre le sujet compréhensible. L'élocution des principaux personnages, Georges Garga, est bien souvent inaudible pendant toute la première partie. On peut donc se demander qu'elle est l'utilité de monter une telle pièce, lorsqu'il n'en ressort guère autre chose que la confusion.

S.L.

Brecht, un poète révolutionnaire lié aux peuples.



«En révisant mes premières pièces»

Citations extraites de son livre « Ecrits sur le théâtre ».

En 1954, soit plus de trente ans après, Brecht a procédé à une sorte de révision de ses premières pièces.

Il écrit : « *La lecture des 3e, 4e et 5e actes de "Tambours dans la nuit »* (sa 3e pièce – NDLR) *a provoqué chez moi un tel mécontentement que je me suis demandé si je n'allais pas supprimer toute la pièce. Deux choses m'ont finalement retenu de dresser ce petit autodafé : c'est d'abord la pensée qu'on n'a pas le droit de falsifier l'histoire et que la littérature appartient à l'histoire ; et c'est le sentiment que mes opinions et mes réalisations d'aujourd'hui auraient moins de valeur si l'on ignorait celles d'hier, à supposer évidemment qu'une amélioration se soit produite. Et puis, il ne suffit pas de détruire les preuves de ses erreurs ; il faut corriger ses erreurs* ».

Il explique ensuite pourquoi il a écrit «*Dans la jungle des villes* » :

«*En ces années, après 1920, je m'intéressais au sport en général, et à la boxe en particulier, en tant que manifestation des "grandes distractions mythiques dans les villes géantes de l'autre côté de la grande mare à harengs". De sorte que je voulais, dans ma nouvelle pièce, faire disputer une sorte de "combat en soi" ; un combat sans autre cause que le plaisir de se battre, et sans autre but que de déterminer le "meilleur homme" (...). Ma pièce devait permettre d'observer le plaisir de la lutte pour la lutte.*

» (...) A mesure que j'avançais, la pièce devenait de plus en plus une pièce sur la difficulté de "provoquer" une lutte de ce genre. Les personnages principaux prenaient telle ou telle disposition pour empoigner l'adversaire ; ils choisissaient, pour terrain de combat, la famille du partenaire ou le lieu de travail, etc. ; la fortune de l'autre adversaire fut également "engagée" ; (et ce faisant, je passais tout près, sans le savoir, de la véritable lutte qui se joue et que je ne faisais qu'idéaliser ; la lutte de classes) (...)

» Obscurément, j'entrevoyais cette vérité : en régime capitaliste à son déclin, le plaisir de se battre n'est qu'une affreuse caricature du plaisir de la compétition sportive ».

Un certain 13 mai 1958...

Le 13 mai 1958 marque un tournant très important dans la vie politique de la France. De Gaulle arrive au pouvoir après 12 années d'exil à Colombey, la situation politique intérieure et extérieure est fort préoccupante.

Depuis l'avènement de cette 4e République bien des événements se sont déroulés, « l'Empire français » se réduit de plus en plus. La péninsule indochinoise s'est libérée, la Tunisie, le Maroc sont tombées aussi en 1956. Comme gros morceau il ne reste plus que l'Algérie et l'impérialisme français y tient.

La guerre d'Algérie

Déclenchée le 1er novembre 1954, la guerre de libération nationale du peuple algérien a pris une grande ampleur. Et à l'aube du 13 mai 1954, les choses sont claires : il faudra négocier avec le FLN. D'ailleurs le président du Conseil, Pfimlin, l'envisage sérieusement.

La solution de l'indépendance de l'Algérie n'est pas du tout du goût des nostalgiques de l'ancien système colonial. Là-bas sur le terrain, les paras « bouffent du fellagah », les gros colons continuent de s'enrichir. Les groupuscules d'extrême-droite, les poujadistes tentent un coup de force. Le 13 mai, le siège du gouvernement général à Alger est pris d'assaut. Mais ce sera la seule victoire des « ultras ».

En France c'est la faillite totale de la 4e République. Les valises sont prêtes. Les choses se précipitent. Un fort sentiment antifasciste existe dans le peuple français et ce sont les gaullistes qui vont l'exploiter.

De Gaulle arrive

Depuis quelques temps, De Gaulle est présenté comme l'homme de la situation. Il va habilement tirer les marrons du feu. Il va dans un premier temps ne pas refuser d'intervenir sur la conduite des hostilités en Algérie. Il va bluffer ces acolytes temporaires (qui le quitteront pas la suite). Par la même occasion, il apparait comme un sauveur. Il évitera l'intervention des paras. Il mettra fin à la déliquescence engendrée par les hommes de la 4e.

Son arrivée au pouvoir c'est aussi la suppression de tout un personnel politique qui forme un écran entre les monopoles et le pouvoir d'État. Désormais ce seront les monopoles eux-mêmes qui gouverneront.

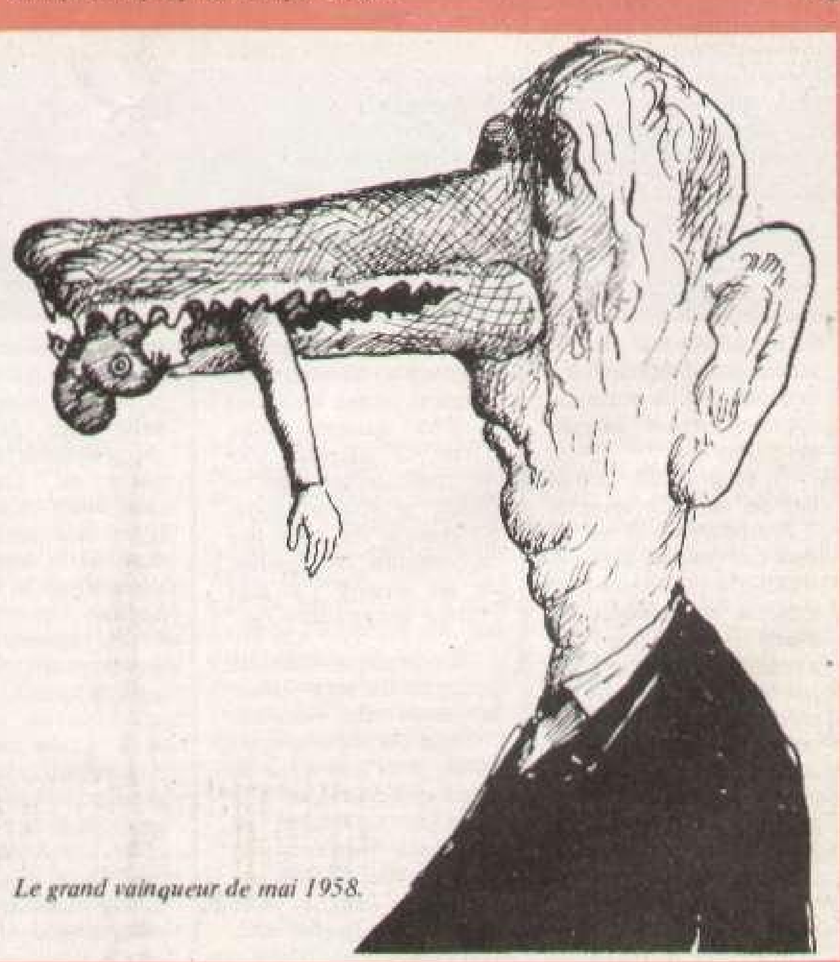
L'attitude du PCF

Compromis jusqu'au cou par le soutien sans fard au renforcement à l'agression contre le peuple algérien (pleins pouvoirs à Guy Mollet en 56) les dirigeants du PCF essaient eux aussi de mobiliser contre les fascistes. Mais pour eux, De Gaulle c'est la dictature, Poujade c'est pareil, les paras c'est la même chose.

Sur le terrain, après la manifestation du 28 mai qui rassemblera 150 000 personnes à Paris, aux cris de « le fascisme ne passera pas » ils n'offrent d'autres perspectives que le soutien aux institutions, à la République.

Or les socialistes, les institutions, la République ont envoyé une centaine de milliers de jeunes gens à la guerre impérialiste contre le peuple algérien. Cela les dirigeants du PCF ne l'expliqueront pas. Ils ne mobiliseront pas contre la guerre d'Algérie. Et aux législatives, le PCF recueillera 19 % des voix alors que dans les élections précédentes, il en recueillait 28 %. C'est là le prix de la trahison. Et la classe ouvrière paiera en bloc le prix de la trahison, c'est en fait cela le plus grave.

Y.L



Le grand vainqueur de mai 1958.